

Report of the

**THIRD INTERGOVERNMENTAL CONSULTATION ON THE
ESTABLISHMENT OF A SOUTHWEST INDIAN OCEAN
FISHERIES COMMISSION**

Nairobi, Kenya, 27–30 January 2004

Rapport de

**TROISIÈME CONSULTATION INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA
CRÉATION D'UNE COMMISSION DES PÊCHES POUR LE SUD-OUEST
DE L'OCÉAN INDIEN**

Nairobi, Kenya, 27-30 janvier 2004



Copies of FAO publications can be requested from:
Sales and Marketing Group
Information Division
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italy
E-mail: publications-sales@fao.org
Fax: (+39) 06 57053360

Les commandes de publications de la FAO peuvent être
adressées au:
Groupe des ventes et de la commercialisation
Division de l'information
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360

Report of the

THIRD INTERGOVERNMENTAL CONSULTATION ON THE ESTABLISHMENT OF A SOUTHWEST
INDIAN OCEAN FISHERIES COMMISSION

Nairobi, Kenya, 27–30 January 2004

Rapport de la

TROISIÈME CONSULTATION INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION
DES PÊCHES POUR LE SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN

Nairobi, Kenya, 27-30 janvier 2004

The designations employed and the presentation of material in this information product do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Food and Agriculture Organization of the United Nations concerning the legal or development status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 92-5-005160-3

All rights reserved. Reproduction and dissemination of material in this information product for educational or other non-commercial purposes are authorized without any prior written permission from the copyright holders provided the source is fully acknowledged. Reproduction of material in this information product for resale or other commercial purposes is prohibited without written permission of the copyright holders. Applications for such permission should be addressed to the Chief, Publishing Management Service, Information Division, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy or by e-mail to copyright@fao.org

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2004

PREPARATION OF THIS DOCUMENT

This is the final version of the report approved on 30 January 2004 in Kenya by the Third Intergovernmental Consultation on the Establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission.

PRÉPARATION DE CE DOCUMENT

Le présent document constitue la version définitive du rapport approuvé le 30 janvier 2004 au Kenya par la troisième Consultation intergouvernementale sur la création d'une Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien.

Distribution:

Participants in the Session/
Participants à la session
Other interested nations and international
organizations/Autres Etats et organisations
internationales intéressés
FAO Fisheries Department/Département
des pêches de la FAO
Fishery Officers in FAO Regional
Offices/Fonctionnaires des pêches
dans les Bureaux régionaux de la FAO

FAO Subregional Office for Southern and East Africa/Bureau sous-régional pour l'Afrique australe et orientale.

Report of the third Intergovernmental Consultation on the Establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission. Nairobi, Kenya, 27–30 January 2004.

Rapport de la troisième Consultation intergouvernementale sur la création d'une Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien. Nairobi, Kenya, 27–30 janvier 2004.

FAO Fisheries Report/FAO Rapport sur les pêches. No. 742. Rome, FAO. 2004. 51p.

ABSTRACT

The Consultation was attended by delegates from Australia, Comoros, Egypt, European Community, France, Italy, Japan, Kenya, Mauritius, Mozambique, Namibia, New Zealand, Seychelles, Somalia and Tanzania. Representatives of the World Conservation Union (IUCN), the Norwegian Agency for International Development (NORAD), the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) and the United Nations Development Programme (UNDP) were observers to the Consultation. The Consultation agreed that there should be separate coastal and high seas arrangements. For waters under the sovereignty of coastal States, it agreed that a regional body for the management and development of coastal fisheries with advisory powers only, should be set up under Article VI of the FAO Constitution. For the high seas, it agreed that there should be a separate instrument, outside of the FAO, with the power to take binding decisions on conservation and management measures. The Consultation recognized the right of involvement of coastal States in the high seas instrument and identified linkages between the proposed coastal State and the high seas arrangements. The Consultation also agreed on the draft text for a resolution to the FAO Council and for the Statutes of a regional body for the management and development of coastal fisheries. Possible elements of a draft agreement for the high seas were briefly discussed. The next consultation was proposed to take place in the period May to July 2004.

RÉSUMÉ

Ont participé à cette Consultation des délégués de l'Australie, de la Communauté européenne, des Comores, de l'Égypte, de la France, de l'Italie, du Japon, du Kenya, de Maurice, du Mozambique, de la Namibie, de la Nouvelle-Zélande, des Seychelles, de la Somalie et de la Tanzanie. Des représentants de l'Union mondiale pour la nature (UICN), de l'Organisme norvégien pour le développement international (NORAD), de l'Agence suédoise pour le développement international (Asdi) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont assisté aux débats en qualité d'observateurs. La Consultation est convenue de la nécessité d'instaurer des arrangements séparés pour les pêches côtières et les pêches hauturières. Pour les eaux relevant de la souveraineté des Etats côtiers, elle a décidé qu'un organe régional pour l'aménagement et le développement des pêches côtières, doté uniquement de pouvoirs consultatifs, devait être constitué au titre de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO. Pour la haute mer, elle est convenue qu'il y avait lieu de mettre en place un instrument séparé en dehors de la FAO qui serait habilité à prendre des décisions contraignantes concernant les mesures de conservation et de gestion. Les participants ont reconnu le droit de participation des Etats côtiers dans l'instrument relatif à la haute mer et ont identifié les relations entre l'arrangement proposé pour les Etats côtiers et celui concernant la pêche hauturière. Ils ont également approuvé le projet de texte d'une résolution à soumettre au Conseil de la FAO et un projet de Statuts pour l'organe régional d'aménagement et de développement des pêches côtières. Les éléments possibles d'un projet d'accord pour la haute mer ont été brièvement examinés. Il a été proposé que la prochaine consultation ait lieu entre mai et juillet 2004.

CONTENTS

	Paragraphs
Opening of the session	1-5
Adoption of the Agenda and arrangements for the session	6-8
Follow-up actions to the Second Intergovernmental Consultation	9-12
Report of the Selection Committee	13-14
Election of a permanent Chairperson and other officers	15-16
Proposals on avenues for progress	17-19
Possible options regarding issues central to the negotiations for the establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission	20-28
Draft of an Article VI Body under FAO	29
Elements of a draft agreement for the high seas – Chairperson’s summary of discussions	30
Follow-up actions	31-32
Date, place and arrangements for subsequent meetings	33-36
Adoption of the report	37

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphs
Ouverture de la session	1-5
Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session	6-8
Mesures de suivi de la deuxième Consultation intergouvernementale	9-12
Rapport du Comité de sélection	13-14
Election d'un(e) président(e) permanent(e) et des autres membres du bureau	15-16
Propositions sur les moyens de faire progresser les négociations	17-19

Options possibles concernant certaines questions essentielles dans les négociations sur la création d'une commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien	20-28
Projet d'accord d'un organe relevant de la FAO créé au titre de l'article VI	29
Éléments d'un projet d'accord pour la haute mer – Résumé des discussions établi par la Présidente	30
Mesures de suivi	31-32
Date, lieu et arrangements pour les réunions à venir	33-36
Adoption du rapport	37

APPENDIXES/ANNEXES

	Page
A: Agenda	26
Ordre du jour	27
B: List of documents	28
Liste des documents	29
C: List of participants/Liste des participants	30
D: Speech of The Honourable Joseph Munyao, Minister of Livestock and Fisheries, Kenya	38
Discours de Son Excellence Joseph Munyao, Ministre de l'élevage et des pêches, Kenya	40
E: New Zealand proposals for elements of the High Seas Agreement	42
Propositions de la Nouvelle-Zélande concernant les éléments constitutifs de l'Accord sur la pêche hauturière	45
F: Summary of major conclusions and recommendations	48
Résumé des principales conclusions et recommandations	50

OPENING OF THE SESSION

1. The Third Intergovernmental Consultation on the establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission was held at the United Nations Offices, Gigiri, Nairobi, at the kind invitation of the Government of the Republic of Kenya, from 27 to 30 January 2004.
2. The Consultation was attended by delegates from Australia, Comoros, Egypt, European Community, France, Italy, Japan, Kenya, Mauritius, Mozambique, Namibia, New Zealand, Seychelles, Somalia and Tanzania. Representatives of the World Conservation Union (IUCN), the Norwegian Agency for International Development (NORAD), the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) and the United Nations Development Programme (UNDP) were observers to the meeting. The list of delegates and observers is given in Appendix C.
3. The Minister of Livestock and Fisheries, The Honourable Joseph Munyao, welcomed the delegates to Kenya and officially opened the Consultation. The statement of the Honourable Minister is attached as Appendix D to the report.
4. During the opening ceremony, Mr Bruce Isaacson, the FAO Representative in Kenya, made a statement on behalf of the Director-General of FAO, Mr Jacques Diouf, the Assistant Director-General, Fisheries Department, Mr Ichiro Nomura, and the Subregional Representative for Southern and Eastern Africa, Ms Victoria Sekitoleko.
5. Mr Isaacson recalled that the Consultation was based on FAO Council Resolution 1/116 of June 1999 which noted the wishes of the former Southwest Indian Ocean Committee and authorized the Director-General to convene ad hoc meetings to facilitate the establishment of a regional fishery body. He outlined the important outcomes from the last consultation in Madagascar, September 2001, where three major substantive issues still needed to be resolved for further progress in the consultations. Avenues for further progress had been provided by participants to the secretariat in the intervening period so that this consultation could proceed with a renewed enthusiasm. He noted the need for management arrangements for deep-water fisheries in the southern part of the proposed zone of competence. He further noted the wishes expressed by developing coastal States to contribute to responsible management and utilization of resources and improve the livelihoods of the people in the region. Mr Isaacson referred to the detrimental effects of illegal, unregulated and unreported fishing on the stocks of fish on the high seas as well as within the EEZs of coastal States and that this should be addressed by the regional fishery body/arrangement under discussion. He reassured delegates of the availability of FAO to continue to work with the States throughout the establishment of the body.

ADOPTION OF THE AGENDA AND ARRANGEMENTS FOR THE SESSION

6. As recommended at the last Consultation, the host country acted as honorary Chairperson for early items on the Agenda. The meeting deferred the adoption of the Agenda until after the election of the permanent chairperson. The Secretary explained the arrangements for the Session.
7. The delegation of Mauritius made a reservation on the possibility for a State to become a party to any instruments from this consultation on behalf of the Chagos Archipelago and Tromelin which form part of the State of Mauritius as asserted by it over the years and as specified in the Constitution of the Republic of Mauritius.

8. The delegation of France made a statement specifying that it was represented as a coastal State representing Indian Ocean islands under its sovereignty and which are not covered by the European Union Treaties. This includes, in particular, the island of Tromelin. France also has interests in high seas fisheries. The delegation highlighted the work of the last two consultations and the need for the present consultation to work closely in a spirit of cooperation.

FOLLOW-UP ACTIONS TO THE SECOND INTERGOVERNMENTAL CONSULTATION

9. The meeting was informed that the third intergovernmental consultation was due to be held in mid-2002 but was halted awaiting confirmation of hosting by South Africa. In view of other hosting commitments especially the World Summit for Sustainable Development, South Africa informed FAO in November 2002 that it was unable to host the consultation. The FAO Secretariat invited other participating countries to host the third consultation.

10. It was recalled that an informal meeting was held after the Committee of Fisheries (COFI) in Rome, February 2003, which was attended by delegates from Australia, China, Comoros, European Community, France, Japan, Kenya, Korea (Republic of), Mauritius, Mozambique, Namibia, New Zealand, Seychelles, Spain and Tanzania. At the informal meeting, responses on avenues for progress and nominations for permanent chairperson were circulated. Nominations for permanent chairperson had been received from Madagascar and Tanzania. The informal meeting discussed the venue and date of the next consultation, the nominations of permanent chairperson and aspects of the agenda that would need to be included in the next consultation. At that meeting participants noted with appreciation that Kenya was considering to host the next consultation either in early September 2003 or late January 2004.

11. Following the informal meeting in Rome, Tanzania withdrew its nomination and the European Community nominated a candidate for permanent chairperson. A proposal on avenues for progress was received from South Africa. The FAO Secretariat produced an assessment, in light of the proposals received, of possible options regarding issues central to the negotiations for the establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission. The selection committee reviewed proposals on the terms of reference of the permanent chairperson and the inclusion of a fifth member of the selection committee.

12. Early in December 2003, Kenya confirmed its offer to host the consultation in late January 2004 which was gratefully acknowledged.

REPORT OF THE SELECTION COMMITTEE

13. Australia as chairperson of the selection committee gave a review of the selection process undertaken and the consideration of the committee of proposals from Japan and Tanzania on the Terms of Reference for the permanent chairperson (SAFR/DM/SWIO/04/ 3).

14. The Consultation was informed that only one candidate was available for election. A second candidate had not received the endorsement of his government. There had been no need to include other members as part of the selection committee. The report was unanimously accepted.

ELECTION OF A PERMANENT CHAIRPERSON AND OTHER OFFICERS

15. The candidate, Ms Fuensanta Candela-Castillo (European Community), was elected as permanent chairperson by acclamation and will chair the current and subsequent intergovernmental consultations on the establishment of regional fishery bodies the South West Indian Ocean. The following office bearers were elected unanimously for this consultation:

Vice-Chair: Kenya (Mrs Nancy Gitonga)
 Rapporteurs: France, New Zealand

16. The agenda shown in Appendix A was adopted. The documents made available to the Consultation are listed in Appendix B.

PROPOSALS ON AVENUES FOR PROGRESS

17. The last consultation called on participants to provide the Secretariat with views, in writing, on avenues for progress on the three issues central to the negotiation process (refer to paragraph 20).

18. Proposals on avenues for progress had been received from Australia, European Community, France, Japan, Kenya, Mauritius, New Zealand, Seychelles, Tanzania and the United Kingdom (SAFR/DM/SWIO/04/03). Participants that had not made proposals could provide these to the Secretariat during the consultation. Any changes to previous proposals would also be taken.

19. Before proceeding with the work of the Consultation, Mr Ross Shotton, FAO, Rome informed the meeting of the character and outcome of the international conference on management and governance of deepwater fisheries, DEEPSEA 2003, which was held in Queenstown, New Zealand, in December 2003. Of particular concern were the threats to deepwater fisheries and the vulnerability of these resources. It was a well-accepted conclusion that more effective means of governance are required if these fisheries are to be sustained. Shotton also described the business and outcome of the Second Ad Hoc Meeting on Management of Deepwater Fisheries Resources of the Southern Indian Ocean which were documented in FAO Fisheries Report No. 677. This meeting had been held in Fremantle, Western Australia, in May 2002.

POSSIBLE OPTIONS REGARDING ISSUES CENTRAL TO THE NEGOTIATIONS FOR THE ESTABLISHMENT OF A SOUTHWEST INDIAN OCEAN FISHERIES COMMISSION

20. The paper on possible options was introduced by the Legal Adviser, Mr Gerald Moore. The Legal Adviser reviewed the history of the past negotiations and the views of the negotiating parties on avenues for progress on the outstanding issues, namely: a) the accommodation of the interests of all participants in an agreement or agreements regarding high seas fisheries and straddling stocks; b) a possible framework to promote cooperation towards the sustainable development of fisheries in the areas under the jurisdiction of coastal States bordering on the area of competence of the future agreement; and c) the role of FAO within the context of the future agreement. He then referred to available information on the

status of the fishery stocks in the area. This information suggested that in general the problems facing coastal States in the area with respect to coastal fisheries are more in the nature of common problems and issues of development and management. The high seas fisheries present separate management issues. Some of the fish stocks straddle the Exclusive Economic Zones (EEZs) of coastal States and high seas areas, while others have been said to be discrete to the high seas. The fishery is relatively new and the methods available for management still imprecise. However the state of the fragile resources, many of which are difficult to manage because of a lack of knowledge, has raised concerns.

21. The Legal Adviser then reviewed the different legal regimes applicable to waters of the South West Indian Ocean. Waters under national jurisdiction, including the territorial seas and EEZs, are subject to the sovereign rights and management powers of the coastal States. Resources on the high seas must be managed in accordance with international cooperative arrangements. He then presented certain factors that would need to be taken into account in considering possible new structures, including the consideration that for coastal State fisheries, there is no need or room for regional fisheries management machinery that would have the power to take binding decisions on management measures. High seas fisheries, on the other hand, would need a management structure that would have the power to take binding decisions.

22. The Legal Adviser considered various options for the future management of fisheries in the area, which took into account these considerations. This included two basic options: the continuation of the present approach to the negotiations, and the restructuring of the negotiations to focus separately on coastal state fisheries and the need for high seas fisheries. On coastal state fisheries, he reviewed the various advantages of fisheries management advisory bodies established under Article VI and XIV of the FAO Constitution, and of bodies established outside the framework of FAO. On high seas fisheries, he presented the various options, including continuing with the establishment of a separate high seas management body along the lines of South East Atlantic Fisheries Organization (SEAFO), the monitoring of high seas fisheries within the framework of an advisory body to be set up for coastal state fisheries, the establishment of legal arrangements to provide a legal framework along side such a body and the establishment of an arrangement for the monitoring and management of high seas fisheries outside a coastal fisheries body.

23. The Consultation considered the options presented and agreed that there should be separate coastal and high seas instruments with linkage between the two. For waters subject to the sovereign rights and management powers of coastal States, the Consultation agreed that a body should be set up for the management and development of coastal fisheries which would have advisory powers only. The Consultation also agreed that this body should be under Article VI of the FAO constitution.

24. For the high seas, the consultation agreed that there should be a separate instrument with the power to take binding decisions on conservation and management measures. This instrument should not be an FAO body.

25. Because of the straddling nature of some of the high seas fish stocks, under the UN Fish Stocks agreement all coastal States had a right to be involved within the high seas instrument. Such an instrument, among other aspects, should:

- be legally binding;
- be established outside FAO to allow fishing entities to participate;
- be as light and inexpensive as possible;
- allow for coastal States to be fully informed on high seas fisheries and their management;
- provide for effective monitoring and management of fishing activities;
- ensure that mechanisms are in place so that fishing operations in the area are carried out in a responsible way;
- ensure that management measures can be taken quickly if the situation so requires;
- have a linkage with the coastal State body;
- recognize that all coastal States have a right to become members or observers, as they deem fit, and receive appropriate preferential rights in respect of financing issues as required; observers from coastal States to have full rights to participate in discussions;
- develop measures in particular related to illegal, unreported and unregulated fishing (IUU).

26. The Consultation identified the following possible linkages between the proposed coastal state and high seas instruments:

- FAO or some other organization could be a repository for the data which would be made available to both coastal state and the high seas instruments.
- The data could be analysed at back-to-back meetings of coastal state and high seas fishing bodies.
- There should be a formal exchange of reports.
- There should be an exchange of observers.
- Coastal States will have the opportunity to agree, if they so wish, on a common position towards high seas issues in the framework of the coastal fisheries body and their collective view, as appropriate, conveyed to the high seas arrangement. This is without prejudice to their full rights to participate individually in the high seas fisheries arrangement as contracting parties.

27. The Consultation discussed the possible contracting of FAO to provide secretarial and technical services based on costs of the three consultations and the ad hoc meetings on deepwater fisheries of the southern Ocean that had already taken place. The consultation proposed several options for secretarial and technical services. These were included in elements for an instrument for the high seas. No agreement was reached on this issue.

28. To progress the discussions, the chairperson proposed that instead of reviewing the previous draft agreement, the consultation should proceed to examine:

- a) a possible draft to set up an Article VI fisheries committee/commission under the FAO;
- b) elements of a draft agreement that would be acceptable in a high seas Agreement.

DRAFT OF AN ARTICLE VI BODY UNDER FAO

29. The Consultation discussed at length the provisions of an Article VI body under the FAO. It agreed on the following draft text:

COUNCIL RESOLUTION

The Council

NOTING the wishes expressed to the FAO Council at its One Hundred and Sixteenth Session in June 1999 by the former members of the Committee for the Development and Management of Fisheries Resources in the South West Indian Ocean, i.e. Comoros, France, Kenya, Madagascar, Mauritius, Mozambique, Seychelles, Somalia and Tanzania, for a regional organization to promote the sustainable development conservation, rational management and best utilization of fisheries resources in the region with special emphasis on fisheries targeted at non-tuna species;

TAKING INTO CONSIDERATION that the coastal States have established areas of national jurisdiction in accordance with the United Nations Convention on the Law of the Sea, 1982, and general principles of international law within the exercise of their sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting, conserving and managing the living marine resources;

NOTING the objectives and purposes stated in Chapter 17 of Agenda 21 adopted by the United Nations Conference on Environment and Development in 1992;

RECOGNIZING THE RELEVANT PROVISIONS of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 and taking into account the Code of Conduct for Responsible Fisheries, 1995;

RECOGNIZING FURTHER economic and geographical considerations and the special requirements of developing States and their coastal communities, for equitable benefit from living marine resources;

RECOGNIZING that the coastal states in the region face common or similar problems in the development and proper utilization of the fisheries resources in their coastal waters, and need a mechanism for international cooperation in facing these common or similar problems, which would be furthered by the establishment of an advisory commission on fisheries management and development;

Hereby establishes under Article VI.1 of the Constitution of the Organization a fisheries advisory commission to be known as the Commission for the Management and Development of the Coastal Fisheries of the South West Indian Ocean, the statutes of which shall be as follows:

STATUTES

OF THE

Commission for the Management and Development of the Coastal Fisheries of the South West Indian Ocean

1. Area

The area of the Commission shall be all the waters of the South West Indian Ocean within the national jurisdiction of coastal states within the Agreement Area, being all waters of the Indian Ocean bounded by a line drawn as follows: [from a point on the high water mark on the Horn of Africa at Cap Guardafui due north to and then easterly along the outer boundary of the mainland exclusive

economic zone and onwards along the boundary of the international waters to the latitude 12°00 N; thence due east along this parallel to the longitude 65°00 E, thence due south along this meridian to the equator] [from a point on the high water mark on the East African coast at latitude 10°00 N, thence due east along this parallel to the longitude 65°00 E, thence due south along this meridian to the equator], thence due east along this parallel to the longitude 80°00 E, thence due south along this meridian to a parallel 45°00 S, thence due west along this parallel to the longitude 30°00 E, thence due north along this meridian to the coast of the African Continent as shown in the map in the Annex to this Agreement.

Note: The inclusion of the total EEZ of Somalia remains to be appropriately considered and drafted into the above text.

2. Species

The Commission shall cover all living marine resources, without prejudice to the management responsibilities and authority of other competent fisheries management organizations or arrangements in the area.

3. Membership

The Commission shall be composed of such Members and Associate Members of the Organization that are coastal states whose territories are situated wholly or partly within the area of the Commission and that notify in writing to the Director-General their interest in becoming a member of the Commission.

4. Objectives and Functions of the Commission

Without prejudice to the sovereign rights of coastal states, the Commission shall promote the sustainable utilization of the living marine resources of the area of the Commission, by the proper management and development of the fisheries and fishing operations, and address common problems of fisheries management and development faced by the Members of the Commission. To this end the Commission shall have the following functions and responsibilities:

- (a) To contribute to improved governance through institutional arrangements that encourage cooperation amongst members;
- (b) To help fishery managers in the development and implementation of fishery management systems that take due account of environmental, social and economic concerns;
- (c) To keep under review the state of the fishery resources in the area and the industries based on them;
- (d) to promote, encourage and coordinate research related to the living marine resources in the area and draw up programmes required for this purpose, and to organize such research as may be necessary;
- (e) to promote the collection, exchange, dissemination and analysis or study of statistical, biological, environmental and socio-economic data and other marine fishery information;
- (f) to provide a sound scientific basis to assist Members in taking fisheries management decisions;
- (g) To provide advice on management measures to member governments and competent fisheries organizations;
- (h) to provide advice and promote cooperation on monitoring, control and surveillance, including joint activities, especially as regards issues of a regional or sub-regional nature;
- (i) to encourage, recommend and coordinated training in the areas of interest of the Commission;
- (j) to promote and encourage the utilization of the most appropriate fishing craft, gear, fishing techniques and post harvesting technologies;

- (k) to promote liaison with competent institutions within the area served by the Commission and adjacent waters, including in particular the South West Indian High Seas Fisheries Arrangement, the Indian Ocean Tuna Commission, the South East Atlantic Fisheries Organization and the Convention for the Conservation of the Antarctic Marine Living Resources;
- (l) to seek funds and other resources to ensure the long term operations of the Commission;
- (m) to draw up its plan of work;
- (n) to carry out such other activities as may be necessary for the Commission to achieve its purpose, as defined above.

5. General Principles

The Commission shall apply the provisions of the FAO Code of Conduct on Responsible Fisheries, including the precautionary approach and the ecosystem approach to fisheries management.

6. Institutions

1. Meetings of the Commission shall be held at least once every two years, taking into account the provisions of Article 10 below.
2. The Commission shall establish a Scientific Committee to consider the state of fisheries in the area and to advise on the scientific basis for possible regulatory measures to be considered for adoption by the members of the Commission. The Commission shall define the functions of the Scientific Committee;
3. The Commission may establish, on an ad hoc basis, such other committees or working parties as it may consider necessary on problems of major importance or of a specialized nature.
4. The establishment of any subsidiary body shall be subject to the determination by the Director-General that the necessary funds are available in the relevant chapter of the budget of the Organization. Before taking any decision involving expenditure in connection with the establishment of subsidiary bodies the Commission must have before it a report from the Director-General on the administrative and financial implications thereof.

7. Reporting

The Commission shall submit to the Director-General reports on its activities recommendations at such appropriate intervals as to enable the Director-General to take them into consideration when preparing the draft Programme of Work and Budget of the Organization and other submission to the Conference, Council or the funding Committees of the Council. The Director-General shall bring to the attention of the Conference through the Council recommendations adopted by the Commission which have policy implications or which affect the programme or finances of the Organization. Copies of each report of the Commission shall be circulated to Members of the Commission and to other Member Nations and Associate Members of the Organization and international Organizations for their information as soon as they become available.

8. Observers

1. Any Member Nation or Associate Member of the Organization that is not a member of the Commission may, upon its request, be represented in an observer capacity at meetings of the Commission.
2. States which, while not Members of the Organization, are members of the United Nations, any of its Specialized Agencies or the International Atomic energy Agency may, upon their request,

and with the approval of the Commission be represented in an observer capacity in accordance with the provision relating to the granting of observer status to nations adopted by the conference of the Organization.

3. The Commission shall provide for the participation of intergovernmental and, on request, [international] non-governmental organizations having special competence in the field of activity of the Commission in its meetings as observers in accordance with its Rules of Procedure.

Note: The participant from Somalia questioned the restriction on national non-governmental organizations to attend as observers, in their own right, instead of participation within their country's delegation. This is to be further considered at the next Consultation.

4. Participation of international organizations in the work of the Commission and relations between the Commission and such Organization shall be governed by the relevant provisions of the Constitution and General Rules of the Organization as well as the rules on relations with international organizations adopted by the conference and Council of the Organization.

9. Rules of Procedure

The Commission may adopt and amend its own rules of procedure which shall be in conformity with the Constitution and General Rules of the Organization and with the Statement of Principles Governing Commissions and Committees adopted by the Conference. The rules of procedure and amendments thereto shall come into force upon approval by the Director –General.

10. Cooperation with the South West Indian High Seas Fisheries Arrangement

The Commission, acting through the Director-General, shall establish close working relations with the South West Indian Ocean High Seas Fisheries Arrangement, and shall in particular:

- (i) Arrange, as far as possible, to hold back to back meetings with the High Seas Arrangement;
- (ii) Ensure, as far as possible, the informed and effective participation of members of the Commission that are Contracting Parties to the High Seas Arrangement in meetings of the High Seas Arrangement;
- (iii) Ensure that the Commission is adequately informed on the activities of the Arrangement.

Note: Japan, while not a coastal state whose territory is wholly or partly within the proposed area of the Commission, reserved its position on the draft Article VI agreement.

ELEMENTS OF A DRAFT AGREEMENT FOR THE HIGH SEAS – CHAIRPERSON'S SUMMARY OF DISCUSSIONS

30. The chairperson provided the following possible of elements of a draft agreement for the high seas based on the requirements that had been expressed by participants. The consultation also recognized with appreciation the contribution of New Zealand on elements of such a draft agreement (Appendix E). As there was insufficient time to adequately discuss these proposals, the elaboration of the elements of the high seas agreement was left for follow-up action.

ELEMENTS OF A DRAFT AGREEMENT FOR THE HIGH SEAS

Scope

- area
- species covered (non-tuna)

Objectives

- Conservation and sustainable development of fisheries

General Principles

- Application of Precautionary Approach
- Others (ref. New Zealand proposal)

Structure

- meeting of contracting parties
- scientific committee
- other subsidiary bodies if required [e.g. compliance committee]

Membership

- open to coastal States and States and Regional Economic Integration Organizations that have an interest in the fisheries in the area for the relevant species
- fishing entities may be members under specific regime - i.e. written commitment to be bound by the provisions of the agreement.

Contracting Party Meeting Basic Working Arrangements

- annual meeting/conference of parties
- preceded by scientific committee meeting
- possible arrangement of meetings back-to-back to coastal fisheries body meetings
- adoption of rules of procedure

Secretariat – Options

1. contracted out
 - a. FAO
 - b. IOTC
 - c. other international organization
2. rotating : ensured by parties in turn – party which hosts annual meeting provides secretariat
3. ensured by one party on a voluntary basis

Functions of Annual Meeting/Conference of the Parties – Powers and areas of Decision Making:

- fisheries monitoring – including catch/effort reporting
- stock management measures [if/as required]
- scientific research [if/as required]
- control and enforcement [if/as required]
- other function(s) as decided by parties

Functions of Scientific Committee (SC).

- stock assessment
- recommendations on fisheries reporting measures
- recommendations to parties on management measures

SC Basic Working Arrangements

- data management – options:
 - fisheries data management to be contracted out (e.g. FAO or other body including IOTC)
 - SC chair to act as repository of data and ensure data exchange and availability for SC meetings
- SC to meet prior to coastal fisheries body – SC chair to present report to coastal fishery body and thereafter to high seas meeting/conference of parties
- Data confidentiality

Decision-Making

- consensus / other

Responsibilities of Members

- to enforce the provisions of the agreement and decisions/measures taken thereunder
- Other (ref. New Zealand proposal)

Flag State Duties

- (E.g. New Zealand proposal)

Port State Duties

- (E.g. New Zealand proposal)

Financing - Options

- no specific funding required – expenditure assumed by parties, project financed on an ad hoc basis
- adoption of a budget – in case this option is taken:
 - financial contributions formula to take into account developing country status
 - fishing parties to bear main financial burden
- provisions that would allow parties to establish a budget if required at a later stage

Clause on special requirements of Coastal Developing States in accordance with Art. 25 United Nations Fish Stock Agreement.**Observers – Transparency**

- right of coastal states to have observer status and participate in discussions (in case they choose not to become full members)
- open to regional economic bodies
- observer status available to relevant NGOs
- FAO observer status

Relations with other relevant Fisheries Bodies or Organisations

- linkage with coastal fisheries body
- bordering Regional Fisheries Management Organizations, e.g. CCAMLR

Final Clauses

- signature, entry into force, depositary functions etc.

Outside the agreement – e.g. inter-governmental consultation resolution

INTERIM ARRANGEMENTS

- agree on standard format for fishery data collection
- agree on mechanism and timeframe to exchange and store data

- start implementing fishery data collection and cooperation
- [limitation to experimental fisheries / moratorium]

Note: Japan reserved its position on the high seas agreement and its right to put forward proposals in subsequent Consultations.

FOLLOW-UP ACTIONS

31. The chairperson indicated that she would provide an initial draft of the instrument for the high seas that she would circulate to the FAO secretariat and members of a drafting committee. The members of the drafting committee were Australia, EC, France, Mauritius, New Zealand and Seychelles. Other countries can form part of the drafting committee by notifying the Secretariat. Japan reserved its right to form part of the drafting committee.

32. It was also noted that there was a requirement for the text of an Article VI body to be agreed on by July 2004 in order to be presented to the FAO Council in November 2004.

DATE, PLACE AND ARRANGEMENTS FOR SUBSEQUENT MEETINGS

33. The Consultation accepted with pleasure a proposal from the Seychelles to host the next consultation subject to official confirmation. The delegation from Tanzania offered to host in the event that Seychelles was not in the position to host the next consultation.

34. The proposed period of the next consultation was from May to July 2004. Participants were asked to inform the Secretariat of their preferred dates for the next consultation.

35. New Zealand would consider making a significant contribution to preparations for the next consultation. This contribution would be provided through the FAO.

36. The FAO Secretariat informed the Consultation that the Organization was not in the position to financially support more than one Intergovernmental consultation in 2004.

ADOPTION OF THE REPORT

37. The report was adopted on 30 January 2004 at the close of the Consultation.

OUVERTURE DE LA SESSION

1. La Troisième Consultation intergouvernementale sur la création d'une Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien s'est tenue au Bureau des Nations Unies, à Gigiri (Nairobi, Kenya) du 27 au 30 janvier 2004, à l'aimable invitation du Gouvernement de la République du Kenya.

2. Ont participé à cette Consultation des délégués de l'Australie, des Comores, de l'Égypte, de la Communauté européenne, de la France, de l'Italie, du Japon, du Kenya, de Maurice, du Mozambique, de la Namibie, de la Nouvelle-Zélande, des Seychelles, de la Somalie et de la Tanzanie. Des représentants de l'Union mondiale pour la nature (UICN), de l'Organisme norvégien pour le développement international (NORAD), de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) et du Programme des Nations Unies pour le développement étaient présents en qualité d'observateurs. La liste des délégués et observateurs figure à l'annexe C.

3. Le Ministre de l'élevage et des pêches, Son Excellence Monsieur Joseph K. Munyao, a souhaité la bienvenue aux délégués et a officiellement ouvert la Consultation. Le texte de cette allocution figure à l'annexe D du présent rapport

4. Au cours de la cérémonie d'ouverture, M. Bruce Isaacson, Représentant de la FAO au Kenya, a fait une déclaration au nom du Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, du Directeur général adjoint du Département des pêches, M. Ichiro Nomura et de la Représentante sous-régionale pour l'Afrique orientale et australe, Mme Victoria Sekitoleko.

5. M. Isaacson a rappelé que la Consultation se fondait sur la Résolution 1/116 du Conseil de la FAO (juin 1999), qui reconnaît les souhaits de l'ancien Comité du sud-ouest de l'océan Indien et autorise le Directeur général à convoquer des réunions ad hoc afin de faciliter la création d'un organe régional des pêches. Il a exposé les principaux résultats de la précédente Consultation tenue à Madagascar en septembre 2001 et a expliqué qu'à cette occasion il avait été convenu de la nécessité de régler trois questions essentielles pour faire progresser les consultations. Au cours de la période entre les sessions, les participants et le secrétariat ont fourni de nouveaux éléments susceptibles de donner un nouvel élan au processus consultatif. M. Isaacson a insisté sur la nécessité de mettre en place des arrangements en matière de gestion pour les pêcheries en eaux profondes dans la partie sud de la zone de compétence proposée. Il a noté par ailleurs la volonté des Etats côtiers en développement de contribuer à la gestion et à l'utilisation responsables des ressources et d'améliorer les moyens de subsistance des populations dans la région. M. Isaacson a noté que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée avait des effets nuisibles sur les stocks de poissons en haute mer ainsi qu'à l'intérieur des ZEE et que ce problème devait être traité par l'organe/arrangement régional de gestion des pêches faisant actuellement l'objet de discussions. Il a indiqué que la FAO était disposée à continuer de travailler avec les Etats tout au long du processus de création de l'organe en question.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION

6. Comme il avait été recommandé à la dernière Consultation, le pays hôte a assuré les fonctions de Président honoraire pour les premiers points de l'ordre du jour. Il a été décidé de

reporter l'adoption de l'ordre du jour jusqu'après l'élection du président permanent. Le Secrétaire a fourni des explications sur l'organisation de la Session.

7. La délégation mauricienne a émis une réserve concernant la possibilité pour un Etat de devenir partie à tout instrument résultant de cette consultation au nom de l'Archipel des Chagos et de Tromelin qui font partie de l'Etat mauricien, une souveraineté que ce dernier revendique depuis de nombreuses années et qui est inscrite dans la Constitution de la République de Maurice.

8. La délégation française a produit une déclaration précisant qu'elle était représentée en qualité d'Etat côtier au titre des îles de l'océan Indien sur lesquelles elle exerce sa souveraineté et qui ne sont pas couvertes par les Traités de l'Union européenne. Celles-ci comprennent notamment l'île de Tromelin. La France est également intéressée par la pêche en haute mer. La délégation française a mis en évidence le travail accompli au cours des deux dernières consultations et la nécessité pour les participants à la présente consultation de travailler dans un esprit d'étroite coopération.

MESURES DE SUIVI DE LA DEUXIÈME CONSULTATION INTERGOUVERNEMENTALE

9. Les participants ont été informés que la troisième Consultation intergouvernementale, qui devait avoir lieu vers le milieu de l'année 2002, avait été reportée en attendant que l'Afrique du Sud confirme son intention d'accueillir la réunion. En raison d'autres engagements, notamment l'organisation du Sommet mondial pour le développement, l'Afrique du Sud a informé la FAO, en novembre 2002, qu'elle n'était pas en mesure d'accueillir la Consultation. Le Secrétariat de la FAO a invité d'autres pays participants à se porter candidats.

10. Il a été rappelé qu'une réunion informelle avait été organisée après la réunion du Comité des pêches (COFI) à Rome en février 2003, laquelle avait rassemblé des délégués des pays suivants : Australie, Chine, Communauté européenne, Comores, Corée (République de), Espagne, France, Japon, Kenya, Maurice, Mozambique, Namibie, Nouvelle-Zélande, Seychelles et Tanzanie. A cette occasion, des propositions concernant les moyens de faire progresser les négociations et les noms des candidats désignés pour le poste de président permanent ont été communiqués. Madagascar et la Tanzanie avaient désigné des candidats. Les participants à cette réunion informelle ont discuté du lieu et de la date de la prochaine consultation, des candidatures au poste de président permanent et des aspects à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine consultation. Les participants ont accueilli avec satisfaction la proposition du Kenya d'accueillir cette consultation, prévue pour début septembre 2003 ou fin janvier 2004.

11. Après la réunion informelle tenue à Rome, la Tanzanie a retiré sa candidature et la Communauté européenne a désigné un candidat pour le poste de président permanent. L'Afrique du Sud a remis une proposition sur les moyens faire progresser les négociations. A la lumière des propositions reçues, le Secrétariat de la FAO a produit une évaluation des options possibles concernant certaines questions essentielles dans les négociations sur la création d'une commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien. Le comité de sélection a examiné les propositions relatives aux termes de référence du président permanent et l'éventuelle inclusion d'un cinquième membre au sein du comité de sélection.

12. Au début de décembre 2003, le Kenya a confirmé son offre d'accueillir la consultation fin janvier 2004. Cette initiative a été accueillie avec satisfaction.

RAPPORT DU COMITÉ DE SÉLECTION

13. L'Australie, en tant que présidente du comité de sélection, a présenté un compte rendu du processus de sélection entrepris et de l'examen par le comité des propositions soumises par le Japon et la Tanzanie concernant les termes de référence pour le président permanent (SAFR/DM/SWIO/04/3).

14. Les participants ont été informés qu'un seul candidat se présentait à l'élection, un second candidat n'ayant pas reçu l'approbation de son gouvernement. Il n'a pas été nécessaire d'inclure d'autres membres au sein du comité de sélection. Le rapport a été accepté à l'unanimité.

ÉLECTION D'UN(E) PRÉSIDENT(E) PERMANENT(E) ET DES AUTRES MEMBRES DU BUREAU

15. La candidate, Mme Fuensanta Candela-Castillo (Communauté européenne), a été élue présidente permanente par acclamation. Elle présidera les consultations intergouvernementales actuelles et ultérieures sur la création d'organes régionaux des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien. La Consultation a élu, à l'unanimité, les membres du Bureau comme suit :

Vice-Présidente:	Kenya (Mme Nancy Gitonga)
Rapporteurs:	France, Nouvelle-Zélande

16. L'ordre du jour a été adopté tel qu'il figure à l'annexe A. La liste des documents mis à la disposition de la Consultation est reprise à l'annexe B.

PROPOSITIONS SUR LES MOYENS DE FAIRE PROGRESSER LES NÉGOCIATIONS

17. Lors de la dernière consultation, les participants avaient été invités à communiquer par écrit au Secrétariat leurs points de vue sur les moyens de progresser en ce qui concerne trois questions essentielles dans le processus de négociation (voir paragraphe 20).

18. L'Australie, la Communauté européenne, la France, le Japon, le Kenya, Maurice, la Nouvelle Zélande, les Seychelles, la Tanzanie et le Royaume-Uni ont soumis des propositions sur les moyens de faire progresser le processus consultatif (SAFR/DM/SWIO/04/03). Les participants n'ayant pas fait de propositions ont eu la possibilité de communiquer au Secrétariat leurs points de vue sur cette question pendant la consultation. Des amendements aux propositions antérieures étaient également recevables.

19. Avant d'entamer les travaux de la Consultation, M. Ross Shotton (FAO, Rome) a donné des informations sur la portée et les résultats de la Conférence internationale sur la gestion et la gouvernance des pêches d'eaux profondes, DEEPSEA 2003, tenue à Queenstown (Nouvelle-Zélande) en décembre 2003. Les participants à cette réunion se sont déclarés particulièrement préoccupés par les menaces qui pèsent sur les pêcheries d'eaux

profondes et la vulnérabilité de ces ressources. Ils ont conclu qu'il était nécessaire de mettre en œuvre des modes de gouvernance plus efficaces pour assurer la pérennité de ces ressources. M. Shotton a également décrit les travaux et résultats de la deuxième Réunion *ad hoc* sur la gestion des ressources halieutiques d'eaux profondes du sud de l'océan Indien, qui sont présentés dans le Rapport sur la pêche de la FAO No. 677. Cette réunion s'est tenue à Fremantle (Australie occidentale) en mai 2002.

OPTIONS POSSIBLES CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS ESSENTIELLES DANS LES NÉGOCIATIONS SUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION DES PÊCHES POUR LE SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN

20. La communication sur les options possibles a été présentée par le Conseiller juridique, M. Gerald Moore. Celui-ci a retracé l'évolution des négociations et résumé les points de vue des parties aux négociations concernant les moyens de faire progresser les questions en suspens, à savoir: a) la prise en compte des intérêts de tous les participants dans un ou plusieurs accords en ce qui concerne la pêche hauturière et les stocks chevauchants; b) l'instauration d'un cadre possible visant à promouvoir la coopération pour le développement durable des pêcheries dans les zones sous juridiction des Etats côtiers adjacents à la zone de compétence du futur accord; c) le rôle de la FAO dans le contexte du futur accord. Il a ensuite fait observer que les informations disponibles sur l'état des stocks dans la zone semblaient indiquer que les problèmes rencontrés par les Etats côtiers dans la zone en matière de pêche côtière étaient de nature similaire et touchaient à des questions de développement et d'aménagement. Les pêcheries hauturières, quant à elles, présentent des problèmes de gestion distincts. Certains stocks de poisson chevauchent les zones économiques exclusives (ZEE) des Etats côtiers et les zones de haute mer, tandis que d'autres pourraient être propres à la haute mer. Cette pêcherie est relativement récente et les méthodes de gestion disponibles sont encore imprécises. Toutefois, l'état de fragilité de ces ressources, dont un grand nombre pose des difficultés de gestion en raison du manque de connaissances, est l'objet de préoccupations.

21. Le Conseiller juridique a ensuite passé en revue les différents régimes juridiques applicables aux eaux du sud-ouest de l'océan Indien. Les eaux sous juridiction nationale, y compris les mers territoriales et les ZEE, relèvent des droits souverains et des pouvoirs de gestion des Etats côtiers. Les ressources de la haute mer doivent être gérées conformément aux arrangements de coopération internationale. Le Conseiller a ensuite présenté certains facteurs à prendre en compte lors du choix de nouvelles structures possibles, y compris la prise en compte du fait que pour les pêcheries des Etats côtiers, il n'est pas nécessaire ou possible de mettre en place un mécanisme d'aménagement régional des pêches qui aurait le pouvoir de prendre des décisions contraignantes concernant des mesures d'aménagement. En revanche, les pêcheries hauturières nécessitent une structure de gestion habilitée à prendre des décisions ayant force obligatoire.

22. Le Conseiller juridique a envisagé différentes options pour l'aménagement futur des pêcheries dans la zone, prenant en compte ces considérations. Deux options fondamentales ont notamment été retenues: la poursuite de l'approche actuelle dans les négociations et la restructuration des négociations pour se focaliser séparément sur les pêcheries des Etats côtiers et les besoins en matière de pêche hauturière. Concernant les pêcheries des Etats côtiers, il a passé en revue les différents avantages que présentent les organes consultatifs d'aménagement des pêches créés au titre de l'article VI et de l'article XIV de l'Acte

constitutif de la FAO ainsi que ceux institués en dehors du cadre de la FAO. S'agissant de la pêche en haute mer, différentes options ont été présentées, y compris la création d'un organe de gestion de la pêche hauturière séparé s'inspirant du modèle SEAFO (South East Atlantic Fisheries Organization), le contrôle des pêches hauturières dans le cadre d'un organe consultatif créé pour les pêcheries des Etats côtiers, l'établissement d'arrangements juridiques pour fournir une structure juridique parallèlement à un tel organe et la mise en place d'un arrangement pour le contrôle et la gestion de la pêche en haute mer en dehors d'un organe chargé des pêches côtières.

23. Après l'examen des options présentées, les participants sont convenus de la nécessité d'instaurer des instruments séparés pour les pêches côtières et les pêches hauturières avec un lien entre les deux. Pour ce qui est des eaux relevant des droits souverains et des pouvoirs de gestion des Etats côtiers, il a été décidé de mettre en place un organe chargé de l'aménagement et du développement des pêcheries côtières qui aurait uniquement un pouvoir consultatif. Les participants sont également convenus que cet organe relèverait de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO.

24. Concernant la haute mer, la Consultation est convenue d'instaurer un instrument séparé ayant le pouvoir de prendre des décisions contraignantes sur les mesures de conservation et de gestion. Cet instrument ne doit pas relever de la FAO.

25. En raison du chevauchement de certains stocks de haute mer, tous les Etats côtiers ont le droit, en vertu de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, de participer à l'instrument relatif à la haute mer. Cet instrument doit notamment:

- être juridiquement contraignant;
- être créé en dehors du cadre de la FAO afin de permettre la participation d'entités de pêche;
- être aussi léger et peu coûteux que possible;
- permettre aux Etats côtiers d'être pleinement informés sur les pêcheries hauturières et leur gestion;
- prévoir un suivi et une gestion effectifs des activités de pêche;
- s'assurer que l'on a mis en place des mécanismes visant à ce que les opérations de pêche dans la zone soient menées de façon responsable;
- s'assurer que des mesures de gestion puissent être prises rapidement si la situation l'exigeait;
- avoir un lien avec l'organe des Etats côtiers;
- accorder à tous les Etats côtiers le droit de devenir membres ou observateurs, comme ils l'entendent, et de bénéficier de droits préférentiels appropriés en ce qui concerne les questions de financement, selon les besoins, et aux observateurs des Etats côtiers le droit de participer aux discussions;
- élaborer des mesures, en particulier en ce qui concerne la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

26. La Consultation a identifié les liens possibles suivants entre l'instrument proposé des Etats côtiers et celui relatif à la pêche hauturière:

- La FAO ou une autre organisation pourrait être le dépositaire des données, qui seraient mises à la disposition de l'instrument des Etats côtiers et de celui relatif à la haute mer.
- Les données pourraient être analysées lors de réunions coordonnées de l'organe des pêches des Etats côtiers et de l'organe chargé de la haute mer.
- Un échange formel de rapports doit être établi.
- Il y a lieu de procéder à un échange d'observateurs.
- Les Etats côtiers auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de convenir d'une position commune concernant les questions de la haute mer dans le cadre de l'organe des pêches côtières. Leur position commune peut être communiquée à l'arrangement relatif à la haute mer, s'il y a lieu, cette disposition ne portant pas préjudice à leur droit de participer individuellement à l'arrangement sur la pêche hauturière en tant que parties contractantes.

27. La Consultation a examiné la possibilité pour la FAO de fournir des services de secrétariat et d'assistance technique sur la base des coûts des trois consultations et des réunions ad hoc sur les pêches en eaux profondes du sud de l'océan Indien ayant déjà eu lieu. La Consultation a proposé diverses options en ce qui concerne les services de secrétariat et d'assistance technique. Ces options sont incluses dans les éléments constitutifs d'un instrument pour la haute mer. Les participants ne sont pas parvenus à un accord sur cette question.

28. Pour faire progresser les discussions, la présidente a proposé qu'au lieu de réviser le projet d'accord précédent (point 8 de l'ordre du jour), la Consultation procède à l'examen des points suivants:

- a) Un projet de texte possible sur la mise en place d'un comité/une commission des pêches relevant de l'article VI dans le cadre de la FAO
- b) Les éléments d'un projet d'accord qui serait acceptable dans le cadre d'un arrangement pour la haute mer.

PROJET D'ACCORD D'UN ORGANE RELEVANT DE LA FAO AU TITRE DE L'ARTICLE VI

29. Après avoir longuement examiné les dispositions relatives à la création d'un organe relevant de la FAO au titre de l'article VI, la Consultation est convenue du projet de texte suivant:

RÉSOLUTION DU CONSEIL

Le Conseil

CONSTATANT le souhait exprimé à l'endroit du Conseil de la FAO à sa Cent-Seizième Session en juin 1999 par les anciens membres du Comité pour le développement et l'aménagement des ressources halieutiques du sud-ouest de l'océan Indien (Comores, France, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie et Tanzanie) d'instituer une organisation régionale pour promouvoir le développement durable, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation optimale des ressources halieutiques dans la région, en particulier dans les pêcheries axées sur les non-thonidés;

TENANT COMPTE DU FAIT que les Etats côtiers ont créé des zones de juridiction nationale conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et aux principes généraux du droit international en vertu duquel ils exercent leurs droits souverains aux fins de

l'exploration et de l'exploitation, de la conservation et de la gestion des ressources marines biologiques;

CONSIDÉRANT les buts et objectifs énoncés au Chapitre 17 du programme Action 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992;

RECONNAISSANT LES DISPOSITIONS PERTINENTES de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982; et tenant compte du Code de conduite pour une pêche responsable de 1995;

RECONNAISSANT EN OUTRE les considérations économiques et géographiques ainsi que les besoins particuliers des Etats en développement et de leurs communautés côtières, dans la perspective d'une répartition équitable des ressources marines vivantes;

RECONNAISSANT que les Etats côtiers de la région sont confrontés à des problèmes communs ou similaires en matière de développement et d'utilisation appropriée des ressources halieutiques dans leurs eaux côtières et qu'ils ont besoin d'un mécanisme de coopération internationale pour faire face à ces problèmes communs ou similaires, qui sera facilité par la création d'une commission consultative sur l'aménagement et le développement des pêches;

Crée par le présent document, au titre de l'article VI.1 de l'Acte constitutif de l'Organisation, un comité consultatif des pêches qui sera appelé Commission pour l'aménagement et le développement des pêches du sud-ouest de l'océan Indien, dont les Statuts sont établis comme suit:

STATUTS

DE LA

Commission pour l'aménagement et le développement des pêches côtières du sud-ouest de l'océan Indien

1. Zone

La zone de la Commission comprend toutes les eaux du sud-ouest de l'océan Indien relevant de la juridiction des Etats côtiers situées dans la zone de l'Accord, à savoir toutes les eaux de l'océan Indien délimitées par une ligne tracée comme suit: [partant d'un point sur la marque d'eau supérieure sur la Corne de l'Afrique au Cap Guardafui vers le nord et ensuite vers l'est le long de la limite extérieure du continent à l'exclusion de la zone économique exclusive et plus loin en longeant les eaux internationales jusqu'à la latitude 12°00N; de là vers l'est le long de ce parallèle jusqu'à la longitude 65°00E, de là vers le sud le long de ce méridien jusqu'à l'équateur ...] [partant d'un point sur la marque d'eau supérieure sur la côte africaine à la latitude 10°00N, de là vers l'est, le long de ce parallèle jusqu'à la longitude 65°00E, de là vers le sud le long de ce méridien jusqu'à l'équateur], de là vers l'est le long de ce parallèle jusqu'à la longitude 80°00E, de là vers le sud le long de ce méridien jusqu'au parallèle 45°00S, de là vers l'est le long de ce parallèle jusqu'à la longitude 30°00N et enfin vers le nord le long de ce méridien jusqu'à la côte du continent africain, comme indiqué sur la carte figurant à l'Annexe 1.

Remarque: L'inclusion de la totalité de la ZEE de la Somalie doit encore faire l'objet d'un examen approfondi et d'une formulation à inclure dans le texte ci-dessus.

2. Espèces

La Commission couvre toutes les ressources marines biologiques, sans porter préjudice aux responsabilités d'aménagement et à l'autorité d'autres organisations ou arrangements d'aménagement des pêches compétents dans la région.

3. Adhésion

La Commission est composée des Pays Membres et des Membres associés de l'Organisation qui sont des Etats côtiers dont les territoires se situent totalement ou en partie dans la zone relevant de la Commission et ayant notifié par écrit au Directeur général leur souhait d'adhérer à la Commission.

4. Objectifs et Fonctions de la Commission

Sans porter préjudice aux droits souverains des Etats côtiers, la Commission favorise l'utilisation durable des ressources biologiques marines de sa zone de compétence par l'aménagement et le développement appropriés des pêcheries et opérations de pêche et traite des problèmes communs d'aménagement et de développement des pêches auxquels ses Membres sont confrontés. Afin d'atteindre cet objectif, la Commission a les fonctions et responsabilités suivantes:

- (a) contribuer à améliorer la gouvernance des pêches par des mécanismes institutionnels qui encouragent la coopération entre les membres;
- (b) aider les gestionnaires des pêches à développer et mettre en œuvre des systèmes d'aménagement qui tiennent dûment compte des questions environnementales, économiques et sociales;
- (c) suivre en permanence l'état des ressources halieutiques dans la zone et les activités fondées sur ces ressources;
- (d) promouvoir, encourager et coordonner des activités de recherche liées aux ressources biologiques marines dans la zone, élaborer des programmes à cet effet et organiser les activités de recherche nécessaires;
- (e) promouvoir la collecte, l'échange, la diffusion et l'analyse ou l'étude de données statistiques, biologiques, environnementales et socio-économiques et d'autres informations sur l'activité de pêche maritime;
- (f) fournir une base scientifique solide pour aider les Membres à prendre des décisions en matière d'aménagement des pêches;
- (g) fournir des avis sur les mesures d'aménagement aux gouvernements membres et aux organisations des pêches compétentes;
- (h) fournir des avis et promouvoir la coopération sur le suivi, le contrôle et la surveillance, y compris la réalisation d'activités conjointes, en particulier en ce qui concerne les questions de nature régionale ou sous-régionale;
- (i) encourager, recommander et coordonner des programmes de formation dans les domaines d'intérêt de la Commission;
- (j) promouvoir et encourager l'utilisation des embarcations, engins et techniques de pêche les plus adéquats et des meilleures techniques de post-capture;
- (k) promouvoir les relations avec les institutions compétentes dans la zone couverte par la Commission et dans les eaux adjacentes, en particulier avec l'Arrangement relatif aux pêches hauturières du sud-ouest de l'océan Indien, la Commission des thons de l'océan Indien, l'Organisation des pêches de l'Atlantique Sud-est et la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique;
- (l) mobiliser des fonds et autres ressources pour assurer la viabilité des opérations de la Commission;
- (m) élaborer son plan de travail;
- (n) réaliser toute autre activité qui pourrait être nécessaire à l'accomplissement de son objectif, tel que défini ci-dessus.

5. Principes généraux

La Commission applique les dispositions du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, y compris l'approche de précaution et l'approche par écosystèmes en matière d'aménagement des pêches.

6. Institutions

1. La Commission se réunit au moins une fois tous les deux ans, compte tenu des dispositions de l'article 10 ci-dessous.
2. La Commission institue un Sous-comité scientifique chargé d'étudier l'état des pêcheries dans la zone et d'émettre des avis sur la base scientifique des mesures réglementaires possibles en vue de leur examen et adoption éventuelle par les Membres de la Commission. La Commission définit les fonctions du Sous-comité scientifique.
3. La Commission peut créer, sur une base ad hoc, d'autres sous-comités ou groupes de travail qu'il pourrait considérer nécessaires pour régler des problèmes d'une importance majeure et de nature spécialisée.
4. La création d'un organe subsidiaire est conditionnée à la disponibilité des fonds nécessaires au chapitre budgétaire pertinent de l'Organisation, qui est déterminée par le Directeur général. Avant de prendre une décision entraînant des dépenses liées à la création d'organes subsidiaires, la Commission est saisie d'un rapport du Directeur général sur les incidences administratives et financières de cette décision.

7. Etablissement des comptes rendus

La Commission remet au Directeur général des rapports sur ses activités et recommandations à intervalles appropriés de manière à permettre au Directeur général de les prendre en considération lors de la préparation du projet de Programme d'Activité et de Budget de l'Organisation et d'autres documents à soumettre à la Conférence, au Conseil ou aux Comités de financement du Conseil. Le Directeur général portera à l'attention de la Conférence, par la voie du Conseil, les recommandations adoptées par la Commission qui ont des incidences sur les politiques, le programme ou les finances de l'Organisation. Dès qu'ils sont disponibles, des exemplaires de chaque rapport de la Commission sont distribués aux Membres de la Commission et aux autres pays Membres et Membres associés de l'Organisation et d'organisations internationales pour information.

8. Observateurs

1. Tout Membre ou Membre associé de l'Organisation qui ne fait pas partie de la Commission peut, sur sa demande, être représenté en qualité d'observateur aux sessions de la Commission.
2. Les Etats qui, sans être Membres de l'Organisation, sont Membres de l'organisation des Nations Unies, de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent, sur leur demande et sous réserve de l'assentiment de la Commission, être représentés en tant qu'observateurs, conformément à la disposition adoptée par la Conférence de l'Organisation concernant l'octroi aux Etats du statut d'observateur.
3. La Commission prévoit la participation à ses réunions, en qualité d'observateurs, d'organisations intergouvernementales et, sur leur demande, d'organisations non gouvernementales [internationales] ayant une compétence particulière dans son domaine d'activité, conformément aux dispositions de son Règlement intérieur.

Remarque: Le délégué de la Somalie a contesté la restriction concernant la participation au titre d'observateurs d'organisations non gouvernementales nationales en leur nom propre, en dehors de la délégation de leur pays. Ce point sera examiné plus en détail à la prochaine Consultation.

4. La participation d'organisations internationales aux travaux de la Commission et les relations entre la Commission et ces organisations sont régies par les dispositions pertinentes de l'Acte constitutif et du Règlement général de l'Organisation ainsi que par les règles relatives aux relations avec les organisations internationales adoptées par la Conférence et le Conseil de l'Organisation.

9. Règlement intérieur

La Commission peut adopter et amender son propre règlement intérieur, qui sera conforme à l'Acte constitutif et au Règlement général de l'Organisation ainsi qu'à la Déclaration de principe régissant les Commissions et Comités adoptée par la Conférence. Le règlement intérieur et les amendements qui y sont apportés entrent en vigueur dès leur approbation par le Directeur général.

10. Coopération avec l'Arrangement relatif aux pêches hauturières du sud-ouest de l'océan Indien

La Commission, agissant par la voie du Directeur général, établit d'étroites relations de travail avec l'Arrangement relatif aux pêches hauturières du sud-ouest de l'océan Indien. Plus particulièrement, elle:

- (i) Organise, dans la mesure du possible, des réunions coordonnées avec cet Arrangement;
- (ii) S'assure, dans la mesure du possible, de la participation informée et effective des Membres de la Commission qui sont parties contractantes à l'Arrangement relatif à la haute mer aux réunions dudit Arrangement;
- (iii) S'assure que la Commission est correctement informée des activités de l'Arrangement.

Remarque: Le Japon, pourtant pas un Etat côtier dont le territoire se situent totalement ou en partie dans la zone relevant de la Commission, reste à prononcé sur sa position relatives à la création d'un organe relevant de la FAO au titre de l'article VI.

ÉLÉMENTS D'UN PROJET D'ACCORD POUR LA HAUTE MER – RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS ETABLI PAR LA PRÉSIDENTE

30. Sur la base des exigences exprimées par les participants, la présidente a fourni les éléments constitutifs d'un projet d'accord sur la haute mer énoncés ci-après. La Consultation a également remercié la Nouvelle-Zélande pour sa contribution à l'élaboration des éléments de ce projet d'accord (Annexe E). Comme ces propositions n'ont pas pu être examinées de façon approfondie faute de temps, l'élaboration des éléments de l'accord sur la haute mer se fera ultérieurement dans le cadre des mesures de suivi.

ÉLÉMENTS D'UN PROJET D'ACCORD POUR LA HAUTE MER

Champ d'application

- Zone
- Espèces couvertes (autres que les thons)

Objectifs

- Conservation et développement durable des pêches

Principes généraux

- Application de l'approche de précaution
- Autres (voir proposition de la Nouvelle-Zélande)

Structure

- Réunion des parties contractantes
- Comité scientifique
- Autres organes subsidiaires s'il y a lieu – [par exemple Comité d'application]

Adhésion

- ouverte aux Etats côtiers et aux Etats et organisations régionales d'intégration économique intéressés par les pêches de la zone pour les espèces concernées
- les entités de pêche peuvent être membres dans le cadre d'un régime spécifique, à savoir le consentement écrit à être lié par les dispositions de l'accord

Principaux arrangements concernant les réunions des Parties contractantes

- réunion annuelle/conférence des parties
- précédée par une réunion du comité scientifique
- éventuellement organisation de réunions coordonnées avec celles de l'organe des pêches côtières
- adoption d'un règlement intérieur

Secrétariat – Options

1. Sous-traité
 - (a) FAO
 - (b) CTOI
 - (c) Autres organisations internationales
2. Assuré par les parties à tour de rôle – la partie qui accueille la réunion annuelle assure le secrétariat
3. Assuré par l'une des parties sur une base volontaire

Fonctions de la réunion annuelle/Conférence des Parties – Pouvoirs et domaines de décision:

- contrôle des pêches – y compris communication des données sur les captures/effort
- mesures de gestion des stocks [s'il y a lieu/selon les besoins]
- recherche scientifique, [s'il y a lieu/selon les besoins]
- contrôle et mesures d'application, [s'il y a lieu/selon les besoins]
- autres fonction(s) décidée(s) par les parties

Fonctions du Comité scientifique (CS)

- évaluation des stocks
- recommandations sur les mesures de communication des données sur la pêche
- recommandations aux parties sur les mesures de gestion

Principaux arrangements pour les travaux du Comité scientifique

- gestion des données – options:
 - gestion des données sur la pêche sous-traitée (confiée à la FAO par exemple ou à une autre organisation, notamment la CTOI)
 - le président du Comité scientifique remplit les fonctions de dépositaire des données et assure l'échange et la disponibilité des données pour les réunions du CS

- le CS se réunit avant l'organe des pêches côtières – le président du CS présente son rapport à l'organe des pêches côtières et ensuite à la réunion/conférence des parties sur la haute mer
- confidentialité des données

Prise de décisions

- consensus/autre méthode

Responsabilités des membres

- faire respecter les dispositions de l'accord et les décisions/mesures prises au titre de celui-ci
- autres (voir proposition de la Nouvelle-Zélande)

Obligations de l'Etat du pavillon

- (par exemple, proposition de la Nouvelle-Zélande)

Obligations de l'Etat du port

- (par exemple, proposition de la Nouvelle-Zélande)

Financement - Options

- pas de financement spécifique requis – dépenses assumées par les parties, projets financés sur une base ad hoc
- adoption d'un budget – au cas où cette option serait retenue:
 - la formule des contributions financières doit prendre en compte la situation des pays en développement
 - les parties participant à la pêche prennent à leur charge la majeure partie du poids financier
- dispositions visant à permettre aux parties d'établir ultérieurement un budget s'il y a lieu

Clause sur les besoins particuliers des Etats côtiers en développement conformément a l'Art. 25 de l'Accord des Nations Unies sur la conservation et gestion des stocks chevauchants

Observateurs – Transparence

- droit des Etats côtiers d'avoir le statut d'observateur et de participer aux discussions (au cas où ils choisiraient de ne pas devenir membres de plein droit)
- ouvert aux organes économiques régionaux
- statut d'observateur pouvant être accordé aux ONG concernées
- statut d'observateur accordé à la FAO

Relations avec d'autres Organes ou Organisations des pêches concernés

- lien avec l'organe des pêches côtières
- organes de gestion des pêches des régions voisines, par exemple la CCAMLR

Clauses finales

- signature, entrée en vigueur, fonctions du dépositaire, etc.

En dehors de l'accord, par exemple résolution de la consultation intergouvernementale.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- convenir d'un format standard pour la collecte des données sur la pêche
- convenir d'un mécanisme et d'un calendrier pour l'échange et le stockage des données

- lancer la mise en oeuvre de la collecte des données sur la pêche et la coopération
- [limitation des pêches expérimentales/ moratoire]

Remarque: Le Japon ne s'est pas encore prononcé sur l'accord relatif à la haute mer et son droit de soumettre des propositions lors de Consultations ultérieures.

MESURES DE SUIVI

31. La présidente a indiqué qu'elle fournira une version préliminaire de l'instrument relatif à la haute mer qui sera transmise au Secrétariat de la FAO et aux membres d'un comité de rédaction composé de l'Australie, de la CE, de la France, de Maurice, de la Nouvelle Zélande et des Seychelles. D'autres pays peuvent faire partie de ce comité après notifié le Secrétariat de leur souhait d'y adhérer. Le Japon s'est réservé le droit d'être membre du comité de rédaction.

32. Il a été noté que le texte portant création de l'organe au titre de l'article VI devra être approuvé d'ici juillet 2004 pour pouvoir être présenté au Conseil de la FAO en novembre 2004.

DATE, LIEU ET ARRANGEMENTS POUR LES RÉUNIONS À VENIR

33. La Consultation a accepté avec plaisir la proposition des Seychelles d'accueillir la prochaine consultation sous réserve de confirmation officielle. La délégation tanzanienne s'est proposée comme pays hôte en cas de désistement des Seychelles.

34. Il a été proposé d'organiser la prochaine consultation entre mai et juillet 2004. Les participants ont été invités à faire part au Secrétariat de leurs souhaits quant aux dates de cette réunion.

35. La Nouvelle-Zélande envisagera la possibilité de fournir une contribution importante pour la préparation de la prochaine Consultation. Cette contribution sera fournie par l'intermédiaire de la FAO.

36. Le Secrétariat de la FAO a fait savoir que l'Organisation n'était pas en mesure d'appuyer financièrement plus d'une Consultation intergouvernementale en 2004.

ADOPTION DU RAPPORT

37. Le rapport a été adopté le 30 janvier 2004 à la clôture de la Consultation.

APPENDIX A**Agenda**

1. Opening of the session
2. Adoption of the Agenda and arrangements for the session
3. Follow-up actions to the Second Intergovernmental Consultation
4. Report of the Selection Committee
5. Election of a permanent Chairperson and other Officers
6. Proposals on avenues for progress
7. Possible options regarding issues central to the negotiations for the establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission
8. Draft of an Article VI Body under FAO
9. Elements of a draft agreement for the high seas
10. Follow-up actions
11. Date and place of next Meeting
12. Adoption of the report

ANNEXE A**Ordre du Jour**

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session
3. Mesures de suivi de la deuxième consultation intergouvernementale
4. Rapport du comité de sélection
5. Election d'un(e) président(e) et des membres du bureau
6. Propositions pour faire progresser le débat
7. Options possibles pour le règlement de certaines questions essentielles dans les négociations sur la création d'une Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien
8. Projet d'accord d'un organe relevant de la FAO créé en vertu de l'article VI
9. Elements d'un projet d'accord pour la haute mer
10. Mesures de suivi
11. Date et lieu de la prochaine réunion
12. Adoption du rapport

APPENDIX B

List of documents

Working Documents:

SAFR/DM/SWIO/04/ 1	Provisional Agenda and Timetable
SAFR/DM/SWIO/04/ 2	Report of the Selection Committee
SAFR/DM/SWIO/04/ 3	Proposal received on Avenues for Progress
SAFR/DM/SWIO/04/ 4	Possible options regarding issues central to the negotiations for the establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission
SAFR/DM/SWIO/04/ 5	Draft agreement for the establishment of the Southwest Indian Ocean Fisheries Commission

Information Documents:

SAFR/DM/SWIO/04/INF. 1	Notes for Participants
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 2	Provisional list of documents
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 3	Provisional list of participants
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 4	The process of establishment of a regional fisheries Commission in the Southwest Indian Ocean
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 5	Report of the Second Intergovernmental Consultation on the establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission, Antananarivo, Madagascar, 25-28 September 2001
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 6	Report of the second Ad Hoc Technical Meeting on Management of Deepwater Fisheries Resources of the Southern Indian Ocean, Fremantle, Western Australia, 20-22 May, 2002.

ANNEXE B

Liste des documents

Documents de travail:

SAFR/DM/SWIO/04/ 1	Programme provisoire
SAFR/DM/SWIO/04/ 2	Rapport du Comite de sélection
SAFR/DM/SWIO/04/ 3	Propositions pour faire progresser le débat
SAFR/DM/SWIO/04/ 4	Options possibles pour le règlement de certaines questions essentielles dans les négociations sur la création d'une commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien
SAFR/DM/SWIO/04/ 5	Projet d'accord portant création de la Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien

Documents d'information:

SAFR/DM/SWIO/04/INF. 1	Notes d'informations pour les participants
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 2	Liste provisoire des documents
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 3	Liste des participants
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 4	Le processus de création d'un Commission régionale de pêche dans le sud-ouest de l'océan Indien
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 5	Rapport de la deuxième Consultation intergouvernementale sur la création d'une Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien, Antananarivo, Madagascar, 25-28 septembre 2001
SAFR/DM/SWIO/04/INF. 6	Rapport de la deuxième réunion technique <i>ad hoc</i> sur l'aménagement des ressources en eaux profonde dans le sud de l'océan Indien, Fremantle, Australie, 20-22 mai 2002

APPENDIX/ANNEXE C

List of participants/Liste des participants

Australia /Australie

TALBOT John
 Australian Government
 Department of Agriculture Fisheries and Forestry
 PO Box 858, Barton ACT 2600
 Fax : (612) 62724875
 Tel.: (612) 6273847
 E-mail : john.talbot@daff.gov.au
john.talbot@affa.gov.au

Comoros/Comores

ALI MOHAMED Youssouf
 Directeur général adjoint de la pêche
 PB 41 Ministère du développement
 Chargé de la pêche
 Moroni
 Tel.: (269) 735630
 E-mail : dg.peche@snpt.km

European Community/Communauté européenne

Ms CANDELA-CASTILLO Fuensanta
 Head of Delegation
 Principal Administrator
 200, rue de la Loi B-1049
 BRUXELLES
 Fax : (32 2) 2955700
 Tel.: (32 2) 2955700
 E-mail : maria.candela-castillo@cec.eu.int

EKWALL Staffan
 Principal Administrator
 200, rue de la Loi B-1049
 BRUXELLES
 Fax : (32 2) 2955700
 Tel.: (32 2) 2996907
 E-mail : staffan.ekwall@cec.eu.int

Ms PALLESECHI Maria-Pia
 European Commission Delegation in Kenya
 PO Box 45119
 00100 Nairobi, Kenya
 Tel.: (254) 280 2203
 E-mail : maria-pia.pelleschi@cec.eu.int

Egypt / Egypte

YASSER Ragab
 Deputy Permanent Representative
 Egyptian Embassy
 Othaka Road
 PO Box 67578
 Nairobi, Kenya
 Fax : (254) 20 570360
 Tel.: (254) 20 570360

France

SILVESTRE Daniel
 Chef de délégation
 Chargé de mission
 Secrétariat général de la mer
 16 boulevard Raspail 75007
 Paris
 Fax : (33 1) 53634178
 Tel.: (33 1) 53634153
 E-mail :
daniel.silvestre@sgmer.pm.gouv.fr

BECOUARN Yann
 Chargé de mission
 Ministère agriculture, alimentation, pêche, affaires rurales
 Direction des pêches maritimes
 3 place de Fontenoy 75007
 Paris
 Fax : (33 1) 49558200
 Tel.: (33 1) 4355 8238
 E-mail :
yann.becouarn@agriculture.gouv.fr

Italy/Italie

FERRARO Renato
 Vice Admiral ITCG (RET)
 Via Acerenza 36 / 38 – 1.00178
 Rome
 Fax : (3906) 7180181
 Tel.: (3932) 86766717
 E-mail : renato.ferraro@libero.it

ZORZAN Basilio Vittorio
 Commercial Attache
 Embassy of Italy
 GPO Box 30107
 Nairobi, Kenya
 Fax : 254 20 337056
 Tel.: 254 20 337356/7
 E-mail : zorzan@ambnair.org

Japan/Japon

MAJIMA Shigemichi
 First Secretary
 Japanese Embassy
 PO Box 60202,
 Nairobi, Kenya
 Fax : (254) 20 216530
 Tel.: (254) 20 332955
 E-mail : shigemichi.majima@mofa.go.jp

MASINDE Wanyama
 Japanese Embassy
 PO Box 60202,
 Nairobi, Kenya
 Fax : (254) 20 216530
 Tel.: (254) 20 332955
 E-mail : wanyama.masinde@japan.co.jp

Kenya

Ms GITONGA Nancy
 Director of Fisheries
 Fisheries Department
 PO Box 58187
 Nairobi
 Fax : (254) 20 3744530
 Tel.: (254) 20 3744530, 3742320/49
 E-mail : samaki@saamnet.com

KARIUKI Johnson Wainaina
 Assistant Director of Fisheries
 Fisheries Department
 Museum Hill
 PO Box 58187
 Nairobi
 Fax : (254) 20 743699
 Tel.: (254) 20 742320/742349
 E-mail : samaki@saamnet.com

MOHAMED Ali
 Deputy Director
 National Environment Management
 Authority
 PO Box 67839
 Nairobi
 E-mail : biofish@africaonline.co.ke

MWIKYA Mbithi Stephen
 Fish Industry Secretariat
 PO Box 345 – 00600
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 4440858, 0722-716956
 E-mail : afipek@accesskenya.com

KIMANI Simon N.
 Deputy Director of Veterinary Services
 Veterinary Research Laboratories
 Ministry of Livestock and Fisheries
 Development
 PO Box 34188
 Nairobi
 FAX : (254) 20 631390
 E-mail : synjengere@yahoo.com

KAZUNGU Johnson M
 Director
 Kenya Marine Fisheries
 Research Institute
 PO Box 81651
 Mombasa
 Fax : (254) 41 475157
 E-mail : jkazungu@kmfri.co.ke

Ms ALOO Obudho Peninah
 Kenyatta University
 PO Box 00200-51336
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 811622
 E-mail : alooopenina@yahoo.com

OKUMU Makogola
 Assistant Director of Fisheries
 Fisheries Department
 PO Box 1084
 Kisumu
 Fax : (254) 057 40908
 Tel.: (254) 057 44877
 E-mail okumumak@yahoo.co.uk

OBADHA Michael
 Senior Fisheries Officer
 Fisheries Department
 PO Box 186
 Kakamega
 Tel.: (254) 056 220193, 0733-778932
 E-mail : mikeobadha@yahoo.co.uk

ODUOL Charles
 Assistant Director of Fisheries
 Fisheries Department
 PO Box 12912
 Nakuru
 Fax : (254) 051-210208
 Tel.: (254) 051-210208
 E-mail : charlesoduol@yahoo.com

MUTUNGI James Humphrey
 Brigadier
 Kenya Navy HQs
 PO Box 95350
 Mombasa
 Fax : (254) 041-451113
 Tel.: (254) 0722-688901

WAFULA Mathias
 Deputy Director of Fisheries
 Fisheries Department
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Fax : (254) 20 3744530
 E-mail : samaki@saamnet.com

LUSWETI Dorcas
 Senior Fisheries Officer
 Aquaculturist
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 33742320/49 , 0722-953621

NGATUNI Kathuni Japhet
 Provincial Fisheries Officer
 Fisheries Department
 PO Box 1809
 Nyeri
 Tel.: (254) 722-439377

IRUNGU Edward Mwangi
 Deputy Secretary
 Ministry of Livestock and Fisheries
 PO Box 34188
 Nairobi
 Tel.: (254) 20-2712146
 E-mail : emirungu@hotmail.com

KINYAJUI John Njoroge
 Senior Fisheries Officer
 Fisheries Department
 PO Box 26
 Sagana
 Tel.: (254) 060 46041, 722360064
 E-mail : john_kinyanjui@yahoo.co

THIGA Benson Thiga
 Senior Fisheries Officer
 Fisheries Department
 PO Box 1117
 Embu
 Tel.: (254) 721645670

MONOR Godfrey Vincent
 Assistant Director of Fisheries
 Fisheries Department
 PO Box 90423,
 Mombasa
 Fax : (254) 41 315904
 Tel.: (254) 41 315904
 E-mail : fishdept@africaonline.co.ke

Ms JUSTER Nkirote Nkoroi
 State Counsel
 Attorney Generals Chambers
 P.O. Box 40112
 Nairobi
 Tel.: (254) 720 787809
 E-mail : mwalimnkoro@yahoo.com

MWABILI Othniel M.
 Fisheries Officer
 Fisheries Department
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 3742320/49
 E-mail : samaki@saamnet.com

Ms SHILAHO Everlyne
 Fisheries Officer
 Fisheries Department
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 3742320/49
 E-mail : samaki@saamnet.com

Ms AMADIVA Judith M.
 Social Development Officer
 Fisheries Department
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 3742320/49
 E-mail : samaki@saamnet.com

Ms MADEDE Veronica
 Secretary
 Fisheries Department
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 3742320/49
 E-mail : samaki@saamnet.com

Ms GACHOMBA Tabitha
 Secretary
 Fisheries Department
 PO Box 58187-00200
 Nairobi
 Tel.: (254) 20 3742320/49

Mauritius/Maurice

MUNBODH Munesh
 Head of Delegation
 Chief Fisheries Officer,
 Ministry of Fisheries,
 J Kennedy Street, Port Louis
 Fax : (230) 2081929
 Tel.: (230) 2087989
 E-mail : mumunbodh@mail.gov.mu

BHAUKAURALLY Shaheed
 Assistant Solicitor General
 5th floor R Seeneevassen Building
 J Koenig St, Port Louis
 Fax : (230) 2126742
 Tel.: (230) 2128417
 E-mail : sbhaukaurally@mail.gov.mu

Mozambique

BILA Rodrigues Armando
 Permanent Secretary
 Ministry of Fisheries
 Rua Consiglieri Pedroso no. 347
 CXP 1723, Maputo
 Fax : (258 1) 325087
 Tel.: (258 1) 300961
 E-mail : bila@mozpesca.org

Ms DENGO Angelica
 Head of Department International
 Co-Operation
 Ministry of Fisheries
 Rua Consiglieri Pedroso no. 347
 CXP 1723, Maputo
 Fax : (258 1) 325087
 Tel.: (258 1) 300961
 E-mail : adengo@mozpesca.org

RUSSO DE SA Joaquim
 Fisheries Research Institute
 National Director
 CXP Postal 4603, Maputo
 Fax : (258 1) 492112
 Tel.: (258 1) 490406
 E-mail : russo@moziip.org

Namibia/ Namibie

MAURIHUNGIRIRE Moses
Deputy Director
Ministry of Fisheries and Marine Resources
P/Bag 13355, Windhoek
Fax : (264 61) 220558
Tel.: (264 61) 2053071
E-mail : mmaurihungirire@mfmr.gov.na

New Zealand/Nouvelle-Zélande

Ms WATERHOUSE Emma
Senior International Advisor
Ministry of Fisheries,
PO Box 1020, Wellington
Fax : (64 4) 470 2669
Tel.: (64 4) 470 2644
E-mail : emma.waterhouse@fish.govt.nz

ANNALA John
Chief Scientist
Ministry of Fisheries
PO Box 1020, Wellington
Fax : (64 4) 494 8261
Tel.: (64 4) 494 8258
E-mail : john.annala@fish.govt.nz

BRYDEN Grant
Senior Advisor
Ministry of Foreign Affairs and Trade
Private Bag 18 –901, Wellington
Fax : (64 4) 439 8130
Tel.: (64 4) 439 8430
E-mail : grant.bryden@mfat.govt.nz

MACFARLANE Alistair
General Manager
New Zealand Seafood Industry Council
Private Bag 24901, Wellington
Fax : (64 4) 385 2727
Tel.: (64 4) 385 4005
E-mail : macfarlanea@seafood.co.nz

Seychelles

PAYET Rondolph
Managing Director
Seychelles Fishing Authority,
PO Box 449, Victoria
Fax : (248) 224508
Tel.: (248) 670312
E-mail : rpayet@sfa.sc /
management@sfa.sc

Somalia

IBRAHIM Abdurahman (Hon.)
Minister of Fisheries and Marine
Resources Transitional National
Government
DHL Postbag Mogadishu
Mogadishu, Somali Republic
Fax : (252) 1 227477
Tel.: (252) 1 277322
E-mail : gaard@hotmail.com

BAUER Julian
Principal
Somali Marine Protection Authority
(SOMPAP)
c/o MFMR, Mogadishu, Somali Republic
DHL Postbag Mogadishu
Fax : (252) 1 227477
Tel.: (252) 1277322
E-mail : sompaf@ecoterra.net
or
Liaison Office
P.O. Box 177
EAK 00502 Karen, Nairobi, Kenya
Fax : (254) 20 883333
Tel.: (254) 20 882658 / 733 633 000
(Emergency)
E-mail : somli@ecoterra.net

SABRIYE Ali Salad,
 Director General
 Ministry of Fishery and Marine Resources
 Transitional National Government
 DHL Postbag Mogadishu
 Mogadishu, Somali Republic
 Fax : (252) 1 227477
 Tel.: (252) 1 277322
 E-mail : ali_sabriye@yahoo.com

**United Republic of Tanzania/
 République-Unie de Tanzanie**

SILULU Shemheli Robert
 Principal Fisheries Officer
 Fisheries Division
 Ministry of Natural Resources and Tourism
 PO Box 2462, Dar-es-Salaam
 Tel.: (255) 74 8356618
 E-mail : robsululu@yahoo.com

JUMBE Mussa Aboud
 Director Fisheries and Marine Resources
 Ministry of Agriculture and Natural
 Resources
 PO Box 774, Zanzibar
 Fax : (255) 24 223320
 Tel.: (255) 24 2239623
 E-mail : wwfmenai@zitec.org

OBSERVERS/OBSERVATEURS

**World Conservation Union/Union
 mondiale pour la nature**

Ms SAMOILYS Melita
 Marine and Coastal Ecosystems Programme
 Coordinator
 PO Box 8200, Nairobi, Kenya
 Fax : (254) 20 890606
 E-mail : mas@iucnearo.org

**Norwegian Agency for International
 Development/Organisme norvégien
 pour le développement international**

LOBACH Terje
 Senior Legal Advisor
 Directorate of Fisheries
 PO Box 185, 5804 Bergen
 Norway
 Fax : (47 55) 238090
 Tel.: (47 55) 238000
 E-mail : terje.lobach@fiskeridir.no

**Swedish International Development
 Cooperation Agency/Agence suédoise
 de coopération internationale au
 développement**

LARSSON Staffan
 Head of Projects
 National Board of Fisheries
 PO Box 423, 40126 Gothenburg
 Sweden
 Fax : (46 31) 7430444
 Tel.: (46 31) 7430300
 E-mail : staffan.larsson@fiskeriverket.se

**United Nations Development
 Programme/Programme des Nations
 Unies pour le développement**

HUSSEIN Moe
 Deputy Manager
 Capacity for Governance Programme
 PO Box 28832 Nairobi,
 Fax : (252) 1 22 7477
 Tel.: (252) 1 277322
 E-mail : ibbismp@yahoo.com

**FOOD AND AGRICULTURE
ORGANIZATION OF THE UNITED
NATIONS/ORGANISATION DES
NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE**

SATIA Benedict
Chief/Chef
International Institutions and Liaison
Service/ Service des institutions
internationales et de liaison
Fishery Policy and Planning
Division/Division des politiques et de la
planification des pêches
Fisheries Department/Département des
pêches
Rome, Italy/Italie
Tel.: (39 06) 5705 2847
Fax : (39 06) 5705 6500
E-mail : benedict.satia@fao.org

MOORE Gerald
Legal Adviser/Consultant
Rome, Italy
Tel.: (39 06) 5705 3476
Fax : (39 06) 5705 4408
E-mail : gerald.moore@pcg.it

HARRIS Aubrey
Senior Fishery Officer/Fonctionnaire
principal des pêches
Subregional Office for Southern and East
Africa/Bureau sous-régional pour l'Afrique
australe et orientale
PO Box 3730
Harare, Zimbabwe
Tel.: (263 4) 253655, 253657
Fax : (263 4) 700724, 703497
E-mail : aubrey.harris@fao.org

SSENTONGO George
Fishery Officer/Fonctionnaire des pêches
Subregional Office for Southern and East
Africa/Bureau sous-régional pour
l'Afrique australe et orientale
PO Box 3730
Harare, Zimbabwe
Tel.: (263 4) 253655, 253657
Fax : (263 4) 700724, 703497
E-mail : george.ssentongo@fao.org

SHOTTON Ross
Fishery Resources Officer/Spécialiste des
ressources halieutiques
Marine Resources Service/Service des
ressources marines
Fishery Resources Division/Division des
ressources halieutiques
Fisheries Department / Département des
pêches
Viale delle Terme de Caracalla
00100 Rome Italy / Italie
Fax : (3906) 57056481
Tel.: (3906) 57053020
E-mail : ross.shotton@fao.org

RAEMDOCK Luc Pierre
Translator
3 Pineleigh Close
Hatfield, Harare
Zimbabwe
Tel.: 263 11 408046
E-mail : lucpierre@zol.co.zw

Ms CHAGONDA Grace
Programme Assistant
Subregional Office for Southern and East
Africa/Bureau sous-régional pour
l'Afrique australe et orientale
PO Box 3730
Harare, Zimbabwe
Tel.: (263 4) 253655, 253657
Fax : (263 4) 700724, 703497
E-mail : grace.chagonda@fao.org

SECRETARIAT/SECRETARIAT

Chairperson/Présidente:	Ms Fuensanta CANDELA-CASTILLO, PA European Community/Communauté européenne
Vice-Chairperson/Vice-Présidente:	Ms Nancy GITONGA, DF Kenya
Rapporteur:	France New Zealand/Nouvelle-Zélande
Secretary/Secrétaire:	Aubrey HARRIS, FAO SAFR, Harare, Zimbabwe
International Liaison/Liaison internationale:	Benedict SATIA, FAO Headquarters/Siège, Rome, Italy/Italie
Legal adviser/Conseiller légal:	Gerald MOORE, Rome, Italy/Italie

**HOST GOVERNMENT/
GOUVERNEMENT HÔTE**

Meeting Coordinators/Agents de liaison:	Johnson KARUIKI, DF, Kenya Othniel MWABILI, DF, Kenya Ms Everlyne SHILAHU, DF, Kenya Ms Judith AMADIVA, DF, Kenya
Stenographer/Sténographe:	Ms Veronica MADEDE, DF, Kenya Ms Tabitha GACHOMBA, DF, Kenya

FAO

Stenographer/Sténographe:	Ms Grace CHAGONDA, FAO SAFR, Zimbabwe
Interpreters/Interprètes:	Emmanuel PETROS, Kenya Ms Maria Lily PAVLIDES, Kenya Lucas AMURI, Kenya Ms Chantal MARIOTTE, Kenya
Translation/Traduction:	Luc-Pierre RAEMDONCK, Zimbabwe

APPENDIX D**Speech of The Honourable Joseph Munyao, Minister of Livestock and Fisheries, Kenya**

FAO Subregional Office Representative
FAO Country Representative
Members of the Diplomatic Corps
Members of Parliament
Distinguished Guests
Delegates
Ladies and Gentlemen

It is my pleasure to join you today at this crucial consultative meeting that has drawn together all fishing nations that depend on the southwest Indian Ocean Region and the respective coastal states.

May I first extend a warm welcome to you all to our beautiful country and additionally to this Third Intergovernmental consultative meeting on the Establishment of the Southwest Indian Ocean fisheries Commission.

The waters of the Southwest Indian Ocean (SWIO) region stretch from the Somalia border in the North all the way to South Africa. This also includes the Island states of Comoros, Mauritius, Seychelles, Re-Union and Madagascar.

It is notable that these countries share considerable features in status/species of stocks assessment, management, transboundary problems and environmental and ecosystem issues.

Ladies and gentlemen,

The waters of SWIO are endowed with natural fisheries resources that transcend national and international boundaries. These resources are exploited both by the coastal nations and also by Distant Water fishing nations; hence the urgent need to address concerns relating to over exploitation and the looming threat of a subsequent depletion of the valuable resources. It is therefore imperative that the management, conservation and utilization of these resources be addressed more cost-effectively at the regional level.

The proposed SWIOFC is an appropriate platform that can generate the required integrated regional framework, to serve as an avenue for handling the management, development, research and utilization issues of our common waters. Besides preventing over-exploitation, the initiative has the capacity to improve the livelihoods of the fishing communities given improved income generation opportunities, foreign exchange earnings and food security for member states.

The critical importance therefore, of an international instrument to monitor and manage these stocks need not be over emphasized.

I note that the **first Technical ad hoc meeting** held in Mauritius in 2000 generally reviewed the status of the fishery resources in this region. Problems afflicting member coastal countries were assessed and priorities for intervention developed. It is that meeting which

culminated in a proposal that a Commission be established to cover both high seas and waters under the national jurisdictions.

The **Second Technical meeting** agreed on the establishment of a body under Article XIV of the FAO constitution, especially for coastal states. However it was also acknowledged, that a lot of specialized fishing which took place in the southern high seas, displayed immense commercial potential.

The factor led to the inception of the **first Intergovernmental** meeting which was held in the Re-Union in 2001, and was attended by both coastal States and high-seas fishing nations. These consultations focused principally on the management of the high seas rather than on coastal water fishery. The meeting agreed on a new definition of the area of competence of the Commission that would exclude areas under national jurisdictions. The dangers of forming the Commission under Article XIV were highlighted in the draft.

The **Second Intergovernmental** consultations, which took place in Madagascar in September 2001, reviewed the revised draft agreement. The meeting agreed that the area of competence of the Commission should be limited to the high seas. The meeting was cognizant of the special requirements of developing states in the regions, both for the high seas fisheries and straddling stocks and from the point of view of national jurisdiction.

Consensus was reached that a number of outstanding concerns needed to be resolved to facilitate progress as subsequent consultations. These appropriately featured:

- Accommodating all interests within an agreement or agreements on high seas and straddling stocks,
- A framework for cooperation in the sustainable development of fisheries under the jurisdiction of coastal developing states;
- The role of FAO in the future agreement.

I am pleased to note that the views of the negotiating parties on these issues form one of the Agenda of this third consultative meeting.

Ladies and Gentlemen,

The Southwest Indian Ocean is our common resource and ought to be effectively managed to ensure a sustainable fish resource. It is my earnest hope that an agreement will be derived, that will ensure and promote a more coordinated approach towards the conservation and management of the non-tuna fish stocks in this region for our mutual benefit.

In conclusion therefore, let me encourage you all to participate fully, to ensure that our common interests are preserved. I have no doubt that history shall recognize the delegates gathered here today, for accomplishing an outstanding task.

May I once again wish you fruitful deliberations and declare this third Intergovernmental Consultative meeting officially opened

Thank you.

ANNEXE D**Discours de Son Excellence Joseph Munyao, Ministre de l'élevage et des pêches, Kenya**

Messieurs les Représentants du Bureau sous-régional de la FAO,
Monsieur le Représentant de la FAO au Kenya,
Mesdames et Messieurs les Membres du Corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir pour moi de me joindre à vous aujourd'hui pour cette réunion consultative d'une importance cruciale où sont rassemblés tous les pays pêcheurs qui dépendent de la région sud-ouest de l'océan Indien ainsi que les Etats côtiers respectifs.

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue à tous dans notre beau pays et à cette Troisième Consultation intergouvernementale sur la création de la Commission des pêches du sud-ouest de l'océan Indien.

Les eaux de la région sud-ouest de l'océan Indien (SOOI) s'étendent de la frontière somalienne au Nord jusqu'à l'Afrique du Sud, englobant les Etats insulaires que sont les Comores, Maurice, Seychelles, la Réunion et Madagascar.

Il faut souligner que ces pays partagent certaines caractéristiques majeures sur le plan de l'état des stocks et des espèces visées, de l'évaluation des stocks, de l'aménagement, des problèmes transfrontières et des questions relatives à la protection de l'environnement et des écosystèmes.

Mesdames et Messieurs,

Les eaux de la région SOOI possèdent des ressources halieutiques naturelles qui franchissent les frontières nationales et internationales. Ces ressources sont exploitées à la fois par les pays côtiers et par les Etats pêchant en eaux lointaines. Il est donc impératif de répondre aux préoccupations concernant la surexploitation et la menace imminente d'appauvrissement de cette précieuse ressource et de s'assurer que sa gestion, sa conservation et son utilisation se fassent de manière plus efficace et plus économique à l'échelle régionale.

La Commission CPSOOI proposée est une tribune susceptible de produire le cadre régional intégré nécessaire pour traiter les questions d'aménagement, de développement, de recherche et d'utilisation de nos eaux communes. Outre sa capacité à empêcher la surexploitation, elle peut améliorer le niveau de vie des communautés de pêcheurs en accroissant les possibilités de production de revenus, les rentrées de devises et la sécurité alimentaire pour les Etats membres.

On ne soulignera donc jamais assez l'importance de cet instrument international pour le contrôle et la gestion de ces stocks.

Je note que la Première Réunion technique ad hoc tenue à Maurice en 2000 a permis d'évaluer l'état des ressources halieutiques dans cette région, de faire le bilan des problèmes auxquels sont confrontés les pays côtiers membres et de déterminer les interventions prioritaires. C'est au cours de cette réunion qu'il a été proposé de créer une commission qui couvrirait à la fois la haute mer et les eaux sous juridiction nationale.

La Deuxième Réunion technique a décidé d'instaurer un organe au titre de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO spécifiquement destiné aux Etats côtiers. Il a cependant été reconnu que de nombreuses pêcheries spécialisées exploitées en haute mer dans la région sud présentaient un potentiel commercial énorme.

Cet élément a conduit à la mise sur pied d'une Première Réunion intergouvernementale tenue à la Réunion en 2001 à laquelle ont participé les Etats côtiers et les pays pêchant en haute mer. Cette consultation a porté davantage sur l'aménagement des pêcheries hauturières que sur l'exploitation des eaux côtières. Les participants ont, à cette occasion, redéfini la zone de compétence de la Commission, excluant les zones sous juridiction nationale et ont mis en évidence les risques que comporte la formation d'une commission relevant de l'article XIV.

Lors de la Deuxième Consultation intergouvernementale, qui s'est tenue à Madagascar en septembre 2001, le projet d'accord révisé a été examiné. Les participants ont décidé que la zone de compétence serait limitée à la haute mer. Ils ont reconnu également les besoins particuliers des Etats en développement dans la région, tant en ce qui concerne la pêche hauturière et les stocks chevauchants que du point de vue de la juridiction nationale.

Il a été convenu qu'il était nécessaire de résoudre un certain nombre de questions en suspens pour faire progresser les consultations ultérieures, à savoir :

- la prise en compte de tous les intérêts dans un ou plusieurs accord(s) sur la haute mer et les stocks chevauchants;
- l'instauration d'un cadre de coopération pour le développement durable des pêches relevant de la juridiction des Etats côtiers en développement;
- le rôle de la FAO dans le futur accord.

Je constate avec plaisir que l'examen des points de vue des parties aux négociations concernant ces questions fait partie de l'ordre du jour de cette troisième réunion consultative.

Mesdames et Messieurs,

Le sud-ouest de l'océan Indien est notre ressource commune et doit être gérée efficacement de façon à garantir la pérennité de la ressource halieutique. J'espère sincèrement qu'un accord sera conclu et qu'il assurera et favorisera une approche plus coordonnée en matière de conservation et d'aménagement des stocks de poisson autres que les thons dans cette région pour notre intérêt mutuel.

Pour conclure, je voudrais donc vous encourager tous à participer pleinement à la préservation de nos intérêts communs. Je suis convaincu que l'histoire sera reconnaissante aux délégués ici présents d'avoir accompli une tâche remarquable.

En vous souhaitant, une fois encore, plein succès dans vos travaux, je déclare ouverte cette troisième Consultation intergouvernementale.

Je vous remercie.

APPENDIX E

New Zealand proposals for elements of the High Seas Agreement

Preamble; Definitions.

Objectives

Will need to address following:

- Conservation and sustainable use of fisheries in the area taking account of the interest of developing states.

Scope

- Area: - FAO Statistical Areas 51 and 57 outside areas of national jurisdiction
- Stocks: All non-tuna fish stocks

General Principles

- Ensure decisions are based on best available scientific advice
- Application of the precautionary approach
- Maintenance and restoration of stocks to levels that are capable of producing MSY.
- Minimise harmful impacts on marine living resources as a whole
- Protection of biodiversity
- Prevention or eliminate overfishing and over capacity
- Implement an ecological approach to fisheries management

Institutions

- To achieve objective Parties agree to:
 - hold annual meetings, which should to the extent practicable, be held back-to-back with meetings of the advisory body for coastal states in the South-west Indian Ocean
 - establish a scientific committee
 - establish other subsidiary bodies as necessary
 - [address issue of provision of secretariat services to the meeting of States party – options discussed included FAO as a provider or rotating State party]
- Adopt and amend Rules of Procedure.

Compatibility

- Need to reflect duty of States to cooperate to ensure compatibility of measures for straddling fish stocks.
- Need to reflect the need to cooperate with adjacent Regional Fisheries Management Organizations (RFMOs).

Functions of Annual Meeting

- Review state of fishery resources including advice from scientific committee
- Formulate and adopt conservation and management measures necessary to achieve long-term sustainability of stocks concerned, including non-target and associated and dependent species.
- Adopt and apply generally recommended international standards for responsible fishing.
- Assess impacts of fishing on target and non-target stocks

- Promote scientific research
- Promote and conduct scientific assessments of the stocks
- Agree on standards for collection, reporting, verification and exchange of data.
- Adopt measures for effective MCS, as required.
- Approve budget, as necessary
- Draw attention to the activity of any state or entity that undermines the objective of the Agreement
- Agree, as appropriate, criteria for and rules governing access to the high seas fisheries
- Other functions as necessary to achieve objective of Agreement

Membership

- Open to all coastal states bordering the Agreement Area, States that have an interest in the fisheries in the Area
- Provision for fishing entities to fully participate in decisions of the meeting of States Party and to bind any fishing entity
- Provisions for new members

Responsibilities of Members

- Collection and exchange of data
- Prompt and effective implementation of Agreement and conservation measures or decisions, including reporting on implementation
- Take such measures, including cooperation with other states, to ensure control of nationals in Agreement Area

Duties of Flag States

- Ensure vessels comply with measures adopted under Agreement
- Prohibit vessels from fishing in Agreement Area without proper authorisation.
- Provide information on authorised vessels
- Investigate and report on any alleged violation by its flagged vessels
- Such other measures as necessary to give effect to Art III of 1993 Compliance Agreement and Art 19 of 1995 Fish Stocks Agreement.

Port States

Observation, Compliance and Enforcement

- Provision to establish as may be appropriate an observer programme, port inspection scheme, high seas boarding and inspection, vessel monitoring.

Scientific Committee

- Functions to include:
 - Stock assessment
 - Advice on fisheries monitoring measures
 - Advice on standards and format for data collection and exchange
 - Advice on conservation and management measures
 - Others as decided by meeting of States Party.
- [address issue of provision of data management services to the Scientific Committee – options discussed included FAO as a provider, Scientific Committee Chair or direct exchange between States party]

Decision-Making

- Consensus/other

Dispute Settlement

- Process consistent with UNCLOS and 1995 Fish Stocks Agreement

Developing States

- Consistent with Art 24 and 25 of 1995 Fish Stocks Agreement, recognition of the special requirements of developing States and forms of cooperation with such States.

Budget and Finance

- Ability to address budget and funding if required. Funding formula to take account of economic status of developing coastal States and to give adequate weight to those that benefit from fishing in the Agreement Area.

Transparency

- Right of coastal states bordering Agreement Area to observer status and participation in discussions
- Observer status for FAO, NGO's and bordering RFMOs

Final Clauses**Annexes**

- Interim arrangements:
 - Format and standards for data collection
 - Mechanism and timeframe for exchange and storage of data
 - Reporting.

ANNEXE E

Propositions de la Nouvelle-Zélande concernant les éléments constitutifs de l'Accord sur la pêche hauturière

Préambule; Définitions

Objectifs

Aura pour mission de traiter la question suivante:

- Conservation et utilisation durable des pêches dans la zone en tenant compte de l'intérêt des Etats en développement.

Champ d'application

- Zone: - Zones statistiques 51 et 57 de la FAO à l'extérieur des zones sous juridiction nationale
- Stocks: tous les stocks de non-thonidés

Principes généraux

- S'assurer que les décisions sont basées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles
- Application de l'approche de précaution
- Maintien et reconstitution des stocks à des niveaux capables de produire un rendement maximal équilibré
- Réduire au minimum les effets nuisibles sur les ressources marines biologiques dans leur ensemble
- Protection de la biodiversité
- Prévention ou élimination de la surpêche et de la surcapacité
- Mise en œuvre d'une approche écologique de l'aménagement des pêches

Institutions

- Pour atteindre l'objectif fixé, les parties conviennent de ce qui suit :
 - Organiser des réunions annuelles qui devraient, dans la mesure du possible, se tenir en coordination avec les réunions du conseil consultatif pour les Etats côtiers du sud-ouest de l'océan Indien
 - Créer un comité scientifique
 - Créer d'autres organes subsidiaires, si besoin est
 - [régler la question de la fourniture de services de secrétariat pour la réunion des Etats parties – parmi les options envisageables : FAO fournisseur de services ou rotation entre Etats parties]
- Adopter et amender le Règlement intérieur

Compatibilité

- Nécessité de tenir compte de l'obligation des Etats de coopérer pour assurer la compatibilité des mesures concernant les stocks chevauchants.
- Nécessité de tenir compte du besoin de coopérer avec les organisations régionales d'aménagement des pêches adjacentes.

Fonctions de la réunion annuelle

- Evaluer l'état des ressources halieutiques, en tenant compte notamment des avis du comité scientifique
- Formuler et adopter les mesures de conservation et d'aménagement nécessaires pour assurer la viabilité à long terme des stocks concernés, y compris celle des espèces non visées et des espèces associées et tributaires.

- Adopter et appliquer les normes internationales généralement recommandées pour la pratique d'une pêche responsable.
- Evaluer les incidences de la pêche sur les stocks visés et non visés.
- Promouvoir la recherche scientifique
- Promouvoir et réaliser des évaluations scientifiques des stocks
- Convenir de normes pour la collecte, la communication, la vérification et l'échange de données.
- Adopter des mesures pour assurer un suivi, un contrôle et une surveillance efficaces, selon les besoins.
- Approuver le budget, en tant que de besoin
- Attirer l'attention sur les activités d'un Etat ou d'une entité qui compromettraient l'objectif de l'Accord
- Convenir, s'il y a lieu, de critères et règles régissant l'accès aux pêcheries de haute mer
- Autres fonctions qui seraient nécessaires pour atteindre l'objectif de l'Accord

Adhésion

- Ouverte à tous les Etats côtiers adjacents à la Zone de l'Accord, aux Etats qui ont un intérêt dans les pêcheries de la Zone
- Disposition prévoyant une participation pleine et entière des entités de pêche aux décisions de la Réunion des Etats parties et le caractère contraignant des décisions pour les entités
- Dispositions concernant les nouveaux membres

Responsabilités des Membres

- Collecte et échange de données
- Mise en œuvre rapide et efficace de l'Accord et des mesures ou décisions relatives à la conservation, y compris l'établissement de comptes rendus sur la mise en application
- Prendre des mesures, y compris la coopération avec d'autres Etats, visant à assurer le contrôle des ressortissants dans la zone de l'Accord

Obligations de l'Etat du pavillon

- S'assurer que les navires respectent les mesures adoptées en application de l'Accord
- Interdire aux navires de pêcher dans la Zone de l'Accord sans autorisation en bonne et due forme
- Fournir des informations sur les navires autorisés à pêcher
- Investiguer et signaler toute violation présumée imputable à ses navires
- Toute autre disposition nécessaire pour la mise en œuvre de l'article III de l'Accord sur le respect des mesures de 1993 et de l'article 19 de l'Accord de 1995 sur les stocks chevauchants.

Etats du port

Observation, conformité et lutte contre les infractions

- Disposition prévoyant la mise en place, selon les besoins, d'un programme d'observateurs et d'un plan d'inspection des ports, des visites à bord et inspections en haute mer, la surveillance des navires.

Comité scientifique

- Ses fonctions comprennent notamment :
 - Evaluation des stocks

- Avis sur les mesures de contrôle des pêches
- Avis sur les normes et le format à adopter pour la collecte et l'échange de données
- Avis sur les mesures de conservation et d'aménagement
- Autres fonctions déterminées par la Réunion des Etats parties.
- [régler la question de la fourniture de services de gestion des données au Comité scientifique – parmi les options envisagées : FAO fournisseur de services, président du Comité scientifique ou échange direct entre les Etats parties]

Prise de décisions

- Consensus/autre.

Règlement des différends

- Processus conforme à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de l'Accord de 1995 sur les stocks chevauchants.

Etats en développement

- Conformément aux articles 24 et 25 de l'Accord de 1995 sur les stocks de poissons, reconnaissance des besoins particuliers des Etats en développement et formes de coopération avec ces Etats.

Budget et finances

- Capacité de traiter les questions budgétaires et de financement si nécessaire. La formule de financement adoptée doit prendre en compte la situation économique des Etats côtiers en développement et faire porter une charge financière adéquate à ceux qui bénéficient de la pêche dans la Zone de l'accord.

Transparence

- Droit pour les Etats côtiers adjacents à la Zone de l'accord d'obtenir le statut d'observateur et de participer aux discussions
- Statut d'observateur pour la FAO, les ONG et les organisations régionales d'aménagement des pêches voisines

Clauses finales

Annexes

- Dispositions transitoires :
 - Format et normes pour la collecte des données
 - Mécanisme et calendrier pour l'échange et le stockage des données
 - Rapport.

APPENDIX F

Summary of major conclusions and recommendations

ELECTION OF PERMANENT CHAIRPERSON

The candidate, Ms Fuensanta Candela-Castillo (European Community), was elected as permanent chairperson by acclamation and will chair the current and subsequent intergovernmental consultations on the establishment of regional fishery bodies the South West Indian Ocean. (Paragraph 15)

POSSIBLE OPTIONS REGARDING ISSUES CENTRAL TO THE NEGOTIATIONS FOR THE ESTABLISHMENT OF A SOUTHWEST INDIAN OCEAN COMMISSION

The Consultation considered the options presented and agreed that there should be separate coastal and high seas instruments with linkage between the two. For waters subject to the sovereign rights and management powers of coastal States, the Consultation agreed that a body should be set up for the management and development of coastal fisheries which would have advisory powers only. The consultation also agreed that this body should be under Article VI of the FAO Constitution. (Paragraph 23).

For the high seas, the consultation agreed that there should be a separate instrument with the power to take binding decisions on conservation and management measures. This instrument should not be an FAO body. (Paragraph 24).

Because of the straddling nature of some of the high seas fish stocks, under the UN Fish Stocks agreement all coastal States had a right to be involved within the high seas instrument. Such an instrument, among other aspects, should:

- be legally binding;
- be established outside FAO to allow fishing entities to participate;
- be as light and inexpensive as possible;
- allow for coastal States to be fully informed on high seas fisheries and their management;
- provide for effective monitoring and management of fishing activities;
- ensure that mechanisms are in place so that fishing operations in the area are carried out in a responsible way;
- ensure that management measures can be taken quickly if the situation so requires;
- have a linkage with the coastal State body;
- recognize that all coastal States have a right to become members or observers, as they deem fit, and receive appropriate preferential rights in respect of financing issues as required; observers from coastal States to have full rights to participate in discussions; and
- develop measures in particular related to IUU. (Paragraph 25)

The Consultation identified the following possible linkages between the proposed coastal state and high seas instruments:

- FAO or some other organisation could be a repository for the data which would be made available to both coastal state and the high seas instruments.

- The data could be analysed at back-to-back meetings of coastal state and high seas fishing bodies.
- There should be a formal exchange of reports.
- There should be an exchange of observers.
- Coastal States will have the opportunity to agree, if they so wish, on a common position towards high seas issues in framework of the coastal fisheries body and their collective view, as appropriate, conveyed to the high seas arrangement. This is without prejudice to their full rights to participate individually in the high seas fisheries arrangement as contracting parties. (Paragraph 26).

ARTICLE VI BODY UNDER FAO

The consultation agreed on the draft text for a resolution to the FAO Council and the draft text of the Statutes of a Commission for the Management and Development of the Coastal Fisheries of the South West Indian Ocean (Paragraph 29).

ELEMENTS OF A DRAFT AGREEMENT FOR THE HIGH SEAS – CHAIR’S SUMMARY OF DISCUSSIONS

The chairperson provided the possible elements of a draft agreement for the high seas based on the requirements that had been expressed by participants. The consultation also recognized with appreciation the contribution of New Zealand on elements of such a draft agreement (Appendix E). As there was insufficient time to adequately discuss these proposals, the elaboration of the elements of the high seas agreement was left for follow-up action. (Paragraph 30).

FOLLOW-UP ACTIONS

The chairperson indicated that she would provide an initial draft of the instrument for the high seas that she would circulate to the FAO secretariat and members of a drafting committee. The members of the drafting committee were Australia, EC, France, Mauritius, New Zealand and Seychelles. Other countries can form part of the drafting committee by notifying the Secretariat. (Paragraph 31).

DATE, PLACE AND ARRANGEMENTS FOR SUBSEQUENT MEETINGS

The Consultation accepted with pleasure a proposal from the Seychelles to host the next consultation subject to official confirmation. The delegation from Tanzania offered to host in the event that Seychelles was not in the position to host the next consultation. (Paragraph 33).

ANNEXE F

Résumé des principales conclusions et recommandations

ÉLECTION DU PRÉSIDENT PERMANENT

La candidate, Mme Fuensanta Candela-Castillo (Communauté européenne), a été élue présidente permanente par acclamation. Elle présidera les consultations intergouvernementales actuelles et ultérieures sur la création d'organes régionaux des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien (paragraphe 15).

OPTIONS POSSIBLES CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS ESSENTIELLES DANS LES NÉGOCIATIONS SUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION DES PÊCHES DU SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN

Après l'examen des options présentées, les participants sont convenus de la nécessité d'instaurer des instruments séparés pour les pêches côtières et les pêches hauturières avec un lien entre les deux. Pour ce qui est des eaux relevant des droits souverains et des pouvoirs de gestion des Etats côtiers, il a été décidé de mettre en place un organe chargé de l'aménagement et du développement des pêcheries côtières qui aurait uniquement un pouvoir consultatif. Les participants sont également convenus que cet organe relèverait de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO (paragraphe 23).

Concernant la haute mer, la Consultation est convenue d'instaurer un instrument séparé ayant le pouvoir de prendre des décisions contraignantes sur les mesures de conservation et de gestion. Cet instrument ne doit pas relever de la FAO (paragraphe 24).

En raison du chevauchement de certains stocks de haute mer, tous les Etats côtiers ont le droit, en vertu de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, de participer à l'instrument relatif à la haute mer. Cet instrument doit notamment :

- être juridiquement contraignant;
- être créé en dehors du cadre de la FAO afin de permettre la participation d'entités de pêche;
- être aussi léger et peu coûteux que possible;
- permettre aux Etats côtiers d'être pleinement informés sur les pêcheries hauturières et leur gestion;
- prévoir un suivi et une gestion effectifs des activités de pêche;
- s'assurer que l'on a mis en place des mécanismes visant à ce que les opérations de pêche dans la zone soient menées de façon responsable;
- s'assurer que des mesures de gestion puissent être prises rapidement si la situation l'exigeait;
- avoir un lien avec l'organe des Etats côtiers;
- accorder à tous les Etats côtiers le droit de devenir membres ou observateurs, comme ils l'entendent, et de bénéficier de droits préférentiels appropriés en ce qui concerne les questions de financement, selon les besoins, et aux observateurs des Etats côtiers le droit de participer aux discussions;
- élaborer des mesures, en particulier en ce qui concerne la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (paragraphe 25).

La Consultation a identifié les liens possibles suivants entre l'instrument proposé des Etats côtiers et celui relatif à la pêche hauturière:

- La FAO ou une autre organisation pourrait être le dépositaire des données, qui seraient mises à la disposition de l'instrument des Etats côtiers et de celui relatif à la haute mer
- Les données pourraient être analysées lors de réunions coordonnées de l'organe des pêches des Etats côtiers et de l'organe chargé de la haute mer
- Un échange formel de rapports doit être établi
- Il y a lieu de procéder à un échange d'observateurs
- Les Etats côtiers auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de convenir d'une position commune concernant les questions de la haute mer dans le cadre de l'organe des pêches côtières. Leur position commune peut être communiquée à l'arrangement relatif à la haute mer, s'il y a lieu, cette disposition ne portant pas préjudice à leur droit de participer individuellement à l'arrangement sur la pêche hauturière en tant que parties contractantes (paragraphe 26).

ORGANE RELEVANT DE LA FAO AU TITRE DE L'ARTICLE VI

La Consultation est convenue d'un projet de texte pour une résolution au Conseil de la FAO ainsi qu'un projet de texte pour les statuts d'un Commission pour l'aménagement et le développement des pêches côtières du sud-ouest de l'océan Indien (paragraphe 29).

ÉLÉMENTS D'UN PROJET D'ACCORD POUR LA HAUTE MER – RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS ÉTABLI PAR LA PRÉSIDENTE

Sur la base des exigences exprimées par les participants, la présidente a fourni les éléments constitutifs d'un projet d'accord sur la haute mer. La Consultation a également remercié la Nouvelle-Zélande pour sa contribution à l'élaboration des éléments de ce projet d'accord (Annexe E). Comme ces propositions n'ont pas pu être examinées de façon approfondie faute de temps, l'élaboration des éléments de l'accord sur la haute mer se fera ultérieurement dans le cadre des mesures de suivi (paragraphe 30).

SUITES À DONNER

La présidente a indiqué qu'elle fournira une version préliminaire de l'instrument relatif à la haute mer qui sera transmise au Secrétariat de la FAO et aux membres d'un comité de rédaction composé de l'Australie, de la CE, de la France, de Maurice, de la Nouvelle-Zélande et des Seychelles. D'autres pays peuvent faire partie de ce comité après notifié le Secrétariat de leur souhait d'y adhérer (paragraphe 31).

DATE, LIEU ET ARRANGEMENTS POUR LES RÉUNIONS À VENIR

La Consultation a accepté avec plaisir la proposition des Seychelles d'accueillir la prochaine consultation sous réserve de confirmation officielle. La délégation tanzanienne s'est proposée comme pays hôte en cas de désistement des Seychelles (paragraphe 33).

This document is the final report of the Third Intergovernmental Consultation on the Establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission, held in Nairobi, Kenya, from 27 to 30 January 2004. The Consultation was attended by delegates from fifteen FAO member countries, one international non-governmental organization, two international development agencies and the United Nations Development Programme.

For waters under the sovereignty of coastal States, the Consultation agreed that a regional body for the management and development of coastal fisheries, with advisory powers only, be set up under Article VI of the FAO Constitution. For the high seas, it agreed that there should be a separate instrument, outside of FAO, with the power to take binding decisions on conservation and management measures. The Consultation recognized the right of involvement of coastal States in the high seas instrument and identified linkages between the proposed coastal State and the high seas arrangements. The Consultation also agreed on the draft text for a resolution to the FAO Council and for the statutes of a regional body for the management and development of coastal fisheries. Possible elements of a draft agreement for the high seas were briefly discussed.

Le présent document constitue la version finale du rapport de la troisième Consultation intergouvernementale sur la création d'une Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien, tenue à Nairobi, Kenya, du 27 au 30 janvier 2004. Ont participé à cette Consultation des délégués de quinze pays Membres de la FAO, d'une organisation non gouvernementale internationale, de deux agences pour le développement international et du Programme des Nations Unies pour le développement. Pour les eaux relevant de la souveraineté des Etats côtiers, la Consultation a décidé qu'un organe régional pour l'aménagement et le développement des pêches côtières, doté uniquement de pouvoirs consultatifs, devait être constitué au titre de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO. Pour la haute mer, elle est convenue qu'il y avait lieu de mettre en place un instrument séparé en dehors de la FAO qui serait habilité à prendre des décisions contraignantes concernant les mesures de conservation et de gestion. Les participants ont reconnu le droit de participation des Etats côtiers dans l'instrument relatif à la haute mer et ont identifié les relations entre l'arrangement proposé pour les Etats côtiers et celui concernant la pêche hauturière. Ils ont également approuvé le projet de texte d'une résolution à soumettre au Conseil de la FAO et un projet de statuts pour l'organe régional d'aménagement et de développement des pêches côtières. Les éléments possibles d'un projet d'accord pour la haute mer ont été brièvement examinés.

ISBN 92-5-005160-3 ISSN 0429-9337



9 789250 051604

TC/M/Y5495Bi/1/07.04/1100